



Union européenne

EDITION 2022



Appui à la Société Civile malagasy 2014-2023

Présentation des projets d'appui à la Société civile financés par l'Union européenne à Madagascar via la «Ligne thématique Organisations de la Société civile et Autorités Locales» (OSC-AL) et «l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme» (IEDDH).

Appui à la Société Civile malagasy

Sommaire

INTRODUCTION	1
1. SERVICES DE BASE	3
2. GOUVERNANCE LOCALE.....	16
3. PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE.....	28
4. DROITS DE L'HOMME	35
5. ÉGALITÉ HOMMES - FEMMES	43



Les États membres de l'Union européenne ont décidé de mettre graduellement en commun leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en préservant leur diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne tient à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières.

Introduction

Depuis 2013, **l'Union européenne et ses États membres présents dans la Grande Île développent une approche long terme d'appui stratégique à la Société civile malgache.** Ces dix dernières années, la Société civile malgache a de fait beaucoup évolué et porte de plus en plus de dynamiques prometteuses. Elle est très présente dans le paysage local communautaire et constitue une véritable richesse sociale.

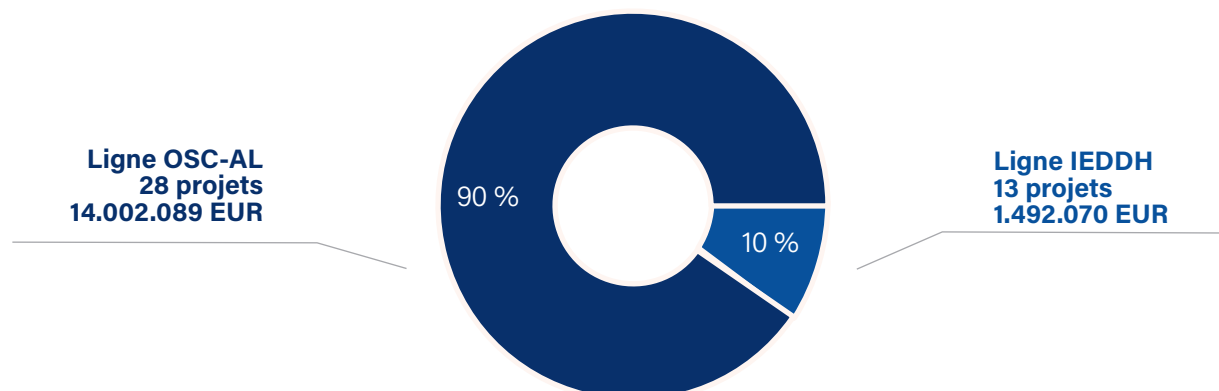
La Société civile malgache fait preuve d'engagement et de résilience forts quand elle s'implique dans des domaines comme la lutte contre la corruption, la transparence et la redevabilité de l'administration, ainsi que la sauvegarde de l'environnement et des ressources naturelles. Les Organisations de la Société Civile (OSC), conscientes de leur rôle à jouer en tant qu'acteur de gouvernance, cherchent à améliorer leurs compétences et à développer leurs capacités en se formant continuellement.

Les OSC jouent également un rôle de plus en plus important dans le chantier de l'égalité de genre et de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), notamment grâce à la collaboration avec des organisations internationales. L'accès à la nationalité, l'accès à l'entrepreneuriat pour les femmes et la lutte contre les VBG sont attribuables à l'action intensive et accrue des OSC.

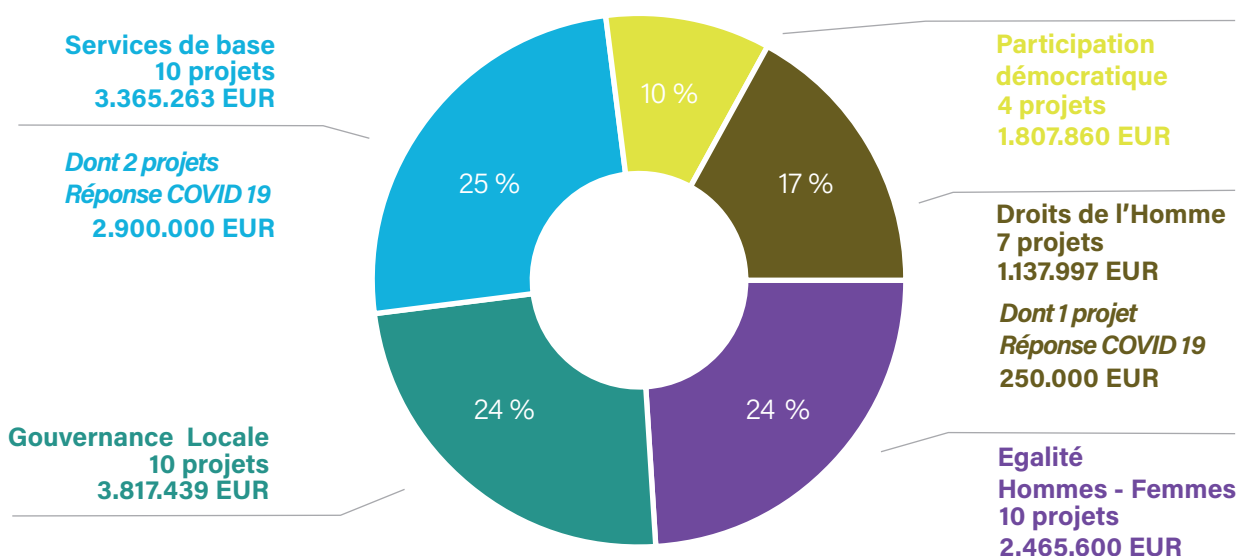
Lors de la crise COVID, les OSC ont su démontrer leur réactivité grâce à leur connaissance du terrain et leur proximité avec la population. La crise a aussi représenté une opportunité pour quelques OSC nationales de mener un plaidoyer auprès du gouvernement pour la transparence et la redevabilité sur la gestion de l'aide internationale reçue. Elle a également engendré une nouvelle dynamique d'espaces virtuels de dialogue qui a connu un grand succès.

Cette brochure présente les subventions aux projets de la société civile financées par l'UE à Madagascar entre 2014 et 2022 dans le cadre des deux lignes budgétaires « Appui aux Organisations de la Société Civile et aux autorités locales » (OSC-AL) et « Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme » (IEDDH). De multiples autres subventions, financées dans le cadre de programmes bilatéraux (en premier lieu desquels le Fonds commun d'appui à la société civile- Fanainga) ou régionaux (par exemple FOOD), ne sont pas reprises ici.

Répartition des subventions par source de financement :



Répartition des subventions par thématique :



Pour ses actions futures, l'Union européenne oriente tous ses instruments de soutien à la Société civile vers trois priorités reprises dans la feuille de route de l'UE d'engagement envers la Société civile :

- Promouvoir un environnement propice pour les Organisations de la Société Civile
- Renforcer la Société civile dans son rôle d'acteur de gouvernance
- Renforcer la pertinence, l'efficacité et la légitimité des programmes de coopération.

Bonne découverte !

**Equipe Gouvernance et Secteurs sociaux
Délégation de l'Union européenne à Madagascar
Juin 2022**

1. SERVICES DE BASE

10 projets au total pour un montant de **3.365.263 EUR**, dont 2 projets dédiés à la réponse covid 19.



1.1 Projets en cours :

- **KOZAMA** - Renforcement durable et inclusif des services éducatifs publics pour les familles vulnérables d'Antananarivo à travers l'implication de la communauté éducative et des Autorités Locales.
- **RTM** - Éducation de qualité pour l'inclusion et l'égalité.



1.2 Projets clôturés :

- **Wateraid** - Renforcement du dialogue entre OSC et AL en vue de l'accès universel à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans la région d'Analamanga.
- **Inter Aide** - Coproduction de services publics de l'eau et de l'assainissement par les organisations d'usagers et les autorités communales.
- **AFAFI** - Protection sociale en santé pour les populations vulnérables vivant en situation de précarité à Antananarivo et ses environs.
- **Médecins du Monde** - Promouvoir le droit à décider pour réduire la morbi-mortalité liée aux grossesses non désirées, en particulier chez les jeunes et les adolescent.e.s (10-24 ans).
- **Action Contre la Faim** - Appui à la société civile pour contribuer au renforcement du système de santé dans la région Androy, Madagascar.
- **ASMAE** - Promotion de l'éducation des enfants vulnérables exclus du système d'enseignement formel à Antananarivo.
- **Handicap International - « Humanité & Inclusion »**
MITEHAFA - COVID-19 – Protégeons les personnes les plus vulnérables.
- **Action Contre la Faim** - Riposte à la crise sanitaire COVID-19 à Madagascar à travers un appui au secteur santé et atténuation de l'impact économique et social de la pandémie sur les populations vulnérables.

1.3 Projets en préparation :

- **Médecins du Monde** - MANARINA: Mananjary Recovery Initiative for Natural Accidents.



Kolo Zaza Malagasy - KOZAMA

Intitulé de l'action :

Renforcement durable et inclusif des services éducatifs publics pour les familles vulnérables d'Antananarivo à travers l'implication de la communauté éducative et des Autorités Locales.

Lieu d'intervention :

1 région : **Analamanga**

Durée de mise en œuvre :

48 mois

Date de début de mise en œuvre :

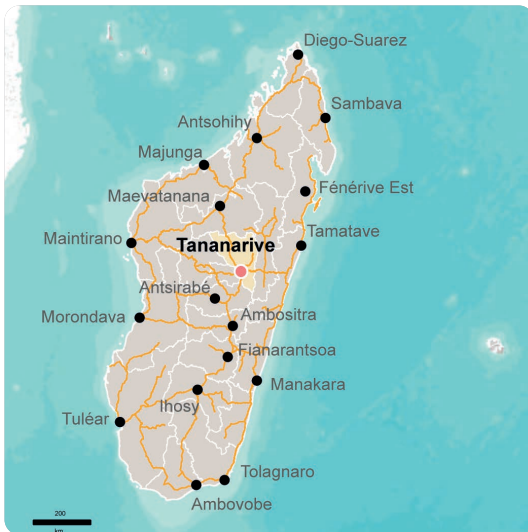
01.01.2019

Budget total de l'action :

446.119 EUR

Financement de l'UE :

350.000 EUR



Objectif global :

> Favoriser l'accès des enfants malgaches les plus vulnérables à une éducation publique de qualité.

Bénéficiaires finaux :

> Les familles des bas quartiers, les enseignants et les directeurs de 52 écoles primaires publiques de la ville d'Antananarivo (Renivohitra et Atsimondrano)

Témoignages :

Les cours de soutien scolaire

Ma fille a commencé le cours de soutien scolaire à l'EPP en CP1. Actuellement, elle est en CP2. Sa présence au cours de soutien scolaire est régulière, car j'arrive à suivre l'emploi du temps du cours et je l'encourage à y assister. Depuis qu'elle est en soutien scolaire, elle est plus avancée en classe. Avant, son écriture était mauvaise et pleine de fautes. Maintenant elle arrive à suivre les lignes. Elle n'a plus de difficulté en classe pour comprendre les nouvelles leçons, et a eu la moyenne aux 2 dernières évaluations. Suite à un accident, elle a eu des difficultés à l'école. Alors j'étais contente qu'elle soit prise en soutien scolaire. Maintenant, je vois bien qu'elle s'est beaucoup améliorée et plus intelligente.

Mme RANIVOARISOA H., mère de RAZANADRAIBE V., 7 ans, élève du cours de soutien scolaire à l'EPP Ambohimamory et du cours de rattrapage 2020-2021

Les classes de préscolaires

Au début, nos éducatrices préscolaires rencontraient des difficultés pour gérer la classe, choisir les thématiques hebdomadaires, chercher des animations, présenter les rituels. La formation de remise à niveau et les accompagnements de KOZAMA les ont beaucoup aidés à améliorer leur travail. Actuellement, le nombre d'élèves qui ont suivi le préscolaire augmente car les parents ont confiance en nos éducatrices. Elles sont les meilleures parmi les éducatrices de la ZAP V d'après leur encadreur de la CISCO ville. (Préscolaire).

Mme RAKOTOARIJAONA F., Directrice de l'EPP Tsarahonenana

Les succès du projet

> Plus de 8 500 enfants ont été pris en charge par les cours de soutien scolaire au cours du projet. Au regard de toutes les difficultés auxquelles ont été confrontées les écoles et leurs élèves depuis le début du projet (fermeture à cause de la peste, crise covid en plusieurs vagues, inondations et cyclones...), le maintien de ces cours s'est révélé être un défi essentiel pour maintenir une continuité pédagogique pour ces enfants.

> Kozama a créé/amélioré plus de 2500 places de préscolaire dans 69 écoles primaires publiques situées dans trois circonscriptions scolaires de la capitale, dépassant largement l'objectif initialement prévu dans le projet. Cela a été possible grâce à une méthodologie rigoureuse de Kozama (identification des EPP, établissement des besoins, contractualisation des partenariats, formation des équipes éducatives et accompagnement durant 3 ans). Le partenariat pour la construction de salles avec la Fondation Axian a été d'un grand appui pour dépasser les objectifs initiaux.

> Durant ces trois premières années, le projet a permis de former et d'accompagner 274 éducatrices du préscolaire et 189 instituteurs du primaire. Ces formations et ces accompagnements bénéficient annuellement à plus de 6 500 enfants de préscolaire et 10 000 élèves des trois premiers niveaux du primaire.



Mme RANIVOARISOA, Mère d'enfant en soutien scolaire



Mme RAKOTOARIJAONA F., Directrice de l'EPP Tsarahonenana



RAZANADRAIBE V., 7 ans, élève du cours de soutien

Reggio Terzo Mondo - RTM

- Intitulé de l'action : **Éducation de Qualité pour l'Inclusion et l'égalité - EQUITE.**
- Lieu d'intervention : 2 régions : **Analamanga et Itasy**
- Durée de mise en œuvre : **45 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.01.2019**
- Budget total de l'action : **716.581 EUR**
- Financement de l'UE : **550.000 EUR**

Objectif global :

- > Assurer l'accès à une éducation de qualité, pour l'inclusion sociale et l'égalité des sexes.
- > Promouvoir l'éducation des enfants vulnérables exclus du système d'enseignement formel à Antananarivo.

Bénéficiaires finaux :

- > Le bénéficiaire final de l'action est la population des 21 Fokontany de la région Analamanga : 156.683 habitants environ.

Témoignages :

Les centres d'écoute

"Avant le projet, nous nous préoccupions seulement de recevoir le paiement des frais scolaires et de faire apprendre aux élèves afin que l'école puisse survivre, mais aujourd'hui, grâce à la formation que nous avons reçue et à l'expérience que nous avons acquise dans la mise en œuvre de l'Unité d'Écoute à l'école, nous avons réalisé que le fait d'aider les parents à surmonter leurs difficultés quotidiennes influence les bons résultats scolaires de leurs enfants et a également un impact positif sur le bon fonctionnement de l'école même. Les parents savent qu'il y a chez nous quelqu'un qui est prêt à les écouter et à les aider à réaliser leur projet de vie. Les relations entre l'école et les parents se sont beaucoup améliorées. Maintenant les parents participent activement aux réunions et à la vie de l'école et s'engagent davantage dans l'éducation de leurs enfants, même lorsqu'ils sont à la maison.

Mr RAKOTONDRASENDRA Tafitsoa Naval Joseph, Responsable Social dans le Centre Victoire Rasoamanarivo, Région Analamanga.

Les activités génératrices de revenus

"J'avais honte d'aller à l'école et de rencontrer les enseignants parce que je ne pouvais pas payer les écolages et d'autres frais scolaires de mes enfants. Ayant des dettes et trouver de quoi nourrir ma famille, je n'avais pas le temps de m'occuper sérieusement de mes enfants. Nous vivions au jour le jour avec des emplois occasionnels et instables. Grâce au soutien de l'Unité d'Écoute de l'école, j'ai pu, avec d'autres parents dans la même situation que moi, créer une AGR d'élevage porcin qui me donne de l'espoir pour l'avenir. J'ai maintenant un emploi stable avec lequel j'ai réussi à rembourser presque toutes mes dettes, j'ai payé l'intégralité des frais scolaires et j'ai aussi de quoi nourrir ma famille. La vie est moins dure. J'ai constaté que mes enfants sont également plus motivés et heureux d'aller à l'école.

Mme RAVOLOLOMIHANTA Sahondra, parent bénéficiaire d'une activité génératrice de revenu (AGR) dans le Centre EPC Imerikanjaka, Région Itasy



Mr RAKOTONDRASENDRA, Responsable sociale



Mme RAVOLOLOMIHANTA, bénéficiaire d'une AGR



Dotation de kit scolaires Centre Christ Roi

- Intitulé de l'action : **Renforcement du dialogue entre OSC et AL en vue de l'accès universel à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans la région d'Analamanga.**
- Partenaires : PFPH/MAD), TEM et MEM

- Lieu d'intervention : 1 région : **Analamanga, 7 communes : Manjakandriana, Ankazobe, Anosiala, Ambohidratrimo, Anosizato Ouest, Ampanefy et Soavina.**
- Durée de mise en œuvre : **36 mois**

- Date de début de mise en œuvre : **01.03.2017**
- Budget total de l'action : **475.936 EUR**
- Financement de l'UE : **356.952 EUR**



Objectif global :

- > Les Organisations de la Société Civile (OSC) soient renforcées pour l'accès universel en Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) à Madagascar.

Témoignage :

« Le rôle des OSC n'est pas de critiquer mais plutôt de proposer son aide et de donner des conseils aux Autorités Locales, c'est à travers eux que les autorités devraient être informées de toutes les situations réellement existantes auxquels la population fait face »

Mme RAVALORIKA Evah Monique - Maire Manjakandriana
Revue annuelle Fandiorano - Février 2018.



Mapping OSC Fokontany Fieferana



Accompagnement des OSC



Évaluation participative au Fokontany Antanibe

Compte tenu des défis et obstacles concernant l'accès à l'eau, l'assainissement et hygiène (EAH), l'équipe de Wateraid a élaboré une stratégie pour mobiliser les trois principaux groupes cibles, les Autorités Locales, la population en général et les associations de bases en particulier. À l'endroit des autorités la vision était de leur permettre de trouver des issues aux problèmes d'EAH en prenant en main la gouvernance de ce secteur. Quant à la population de base, le projet aspirait à les sensibiliser sur leurs droits et les inciter à la participation aux initiatives menées par les autorités en ce qui concerne l'EAH qu'il s'agisse de consultation, de suivi des engagements ou de réclamation des droits. Les associations de bases sont accompagnées pour qu'elles s'organisent entre elles et puissent faire valoir leur voix dans les prises de décision et résolutions des problèmes liés à l'EAH.

Les succès à retenir :

- > La commune a de nouveau repris le taureau par les cornes en ce qui concerne la gouvernance du secteur EAH. Elle organise des discussions autour de ce thème et est très dynamique dans la mobilisation de partenaires pour ses projets relatifs à l'EAH.
- > La commune a obtenu deux projets d'adduction d'eau potable, assainissement et hygiène dans 10 fokontany dont l'un des projets a été réalisé entre Juin 2018 et Mars 2019 ; et le second projet débutera ce mois d'Avril 2019.
- > La participation citoyenne dans la résolution conjointe du problème d'accès en eau, assainissement et hygiène commence à s'instaurer. Le réseau RINA est reconnu par la commune comme entité à consulter ou à informer pour toutes initiatives relatives à l'EAH.
- > La population commence à avoir de nouveau confiance aux Autorités Locales et aux partenaires quant aux initiatives autour de l'EAH.
- > La commune est confiante de pouvoir réaliser l'objectif ODD 6, accès universel en EAH d'ici 2030, et sera fière de contribuer à la réalisation des objectifs régionaux et nationaux quant à l'EAH.

Inter Aide

- Intitulé de l'action : **Coproduction de services publics de l'eau et de l'assainissement par les organisations d'usagers et les autorités communales.**
- Lieu d'intervention : 1 région : **Analamanga**
- Durée de mise en œuvre : **48 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.01.2017**
- Budget total de l'action : **702.924 EUR**
- Financement de l'UE : **400.000 EUR**

Objectif global :

- > Contribuer au renforcement la société civile dans son rôle d'acteur de la gouvernance sectorielle au niveau communal.
- > Contribuer à la mise en place d'une politique territoriale de service public et d'une bonne gouvernance au niveau de chaque commune.
- > Contribuer à l'amélioration durable de la situation socio-économique et sanitaire des populations rurales.

Témoignage :



« Lorsque la Commune nous a présenté son projet de création d'une association locale pour gérer les ouvrages d'accès à l'eau potable, mon village et moi-même avons immédiatement été séduits par l'idée. Une des raisons était que nous allions pouvoir y être représentés et ainsi participer directement aux prises de décisions relatives à nos ouvrages d'accès à l'eau potable, dans l'objectif d'en assurer la pérennité. Ce dernier aspect, pour nous usagers, est bien entendu essentiel et j'espère que nos enfants continueront à bénéficier du fruit de ce travail des derniers 5 mois. Nous avons dû passer par différentes étapes, y compris la mise en place des statuts et du règlement, la création d'un compte OTIV dédié à la sécurisation des fonds, les nombreuses formations, l'achat les différents outils et pièces détachées nécessaires pour l'entretien. En outre, nous avons dû aussi nous investir au niveau des villages pour leur sensibilisation aux règlements et textes législatifs liés à l'eau et notamment au niveau des villages réticents à intégrer l'association. Bien que nous soyons encore en attente du visa de la DREAH pour la signature effective du contrat de délégation qui nous liera officiellement à la commune, nous avons d'ores et déjà commencé à jouer notre rôle en tant que délégués de gestion. Et même si nous avons conscience que la route est encore longue, nous sommes prêts à relever les défis que nous nous sommes fixés : gérer efficacement et de manière transparente les fonds mutualisés, intervenir rapidement en cas de panne pour garantir la continuité du service et enfin promouvoir pour tous l'extension des réseaux et l'accès aux branchements particuliers. »

Témoignage de M. Andrianatoanina RAZAFITSIAROVANA, secrétaire de l'association « Loharano Tokana ».



Antoka ho an'ny Fahasalaman'ny Fianakaviana - AFAFI

Intitulé de l'action :

Protection sociale en santé pour les populations vulnérables vivant en situation de précarité à Antananarivo et ses environs.

Lieu d'intervention :

1 région : **Analamanga**

Durée de mise en œuvre :

36 mois

Date de début de mise en œuvre :

01.04.2017

Budget total de l'action :

604.358 EUR

Financement de l'UE :

400.000 EUR



Sensibilisation

Objectif global :

➤ Amélioration durable de l'accès aux soins des populations vulnérables à Antananarivo et ses environs.

Témoignage :



« Ça fait plus de trois ans que je suis membre d'AFAFI-Mutuelle de santé. Avant, j'avais l'habitude de soigner moi-même mes enfants et je ne consultais un médecin qu'en cas de dernier recours, quand les médicaments que je leur donnais n'agissaient pas et que la maladie s'aggravait.

Mais, quand j'ai adhéré à AFAFI, l'animatrice en charge de mon adhésion m'a expliqué les dangers de l'automédication et la notion de prise en charge au sein d'AFAFI. Convaincue par ses dires, j'ai commencé à nous soigner auprès du Centre de santé de Base de niveau II Isotry. En effet, le centre est un partenaire d'AFAFI, et les soins y sont gratuits pour nous tant que le coût ne dépasse pas le plafond de prise en charge.

Au mois de décembre de l'année dernière, ma fille cadette de 11 ans, Fandresena a eu très mal à la gorge. Je l'ai tout de suite emmenée voir le Docteur Norbert aux cités des 67 Ha, qui est partenaire d'AFAFI-Mutuelle de santé. Ce médecin nous a référé à l'HJRA (Hôpital Joseph Ravoahangy Andrianavalona) pour une intervention chirurgicale. J'étais désespérée, car c'était la première fois que quelqu'un dans ma famille allait être hospitalisé.

L'animatrice nous a informés qu'AFAFI allait assurer l'opération de ma fille jusqu'au plafond de prise en charge. C'était déjà un soulagement pour moi ! En plus, elle nous a rejoints au portail de l'hôpital afin de nous accompagner physiquement. Une fois hospitalisés, l'animatrice hospitalière et le médecin-conseil d'AFAFI sont venus systématiquement pour suivre son état de santé et l'avancement de notre prise en charge.

Grâce à AFAFI, l'hospitalisation s'est bien déroulée et ma fille a été guérie. J'ai vu les factures dans notre carnet que le coût de l'opération était aux environs de 300.000 Ar, et tout a été pris en charge par AFAFI. Ça nous a vraiment aidés, car cette somme représente près d'un mois de bénéfices et nous aurions dû vendre à perte nos marchandises pour avoir l'argent des soins rapidement.

Je remercie chaleureusement toute l'équipe d'AFAFI-Mutuelle de santé pour ce qu'ils nous ont fait à cette opération. »

MAHEFASOLO Volanirina, vendeuse des jouets à Mahamasina, est membre d'AFAFI-Mutuelle de santé depuis 2016 à travers le partenariat avec l'institution de microfinance CEFOR.

Médecins du Monde - MdM

- Intitulé de l'action : **Promouvoir le droit à décider pour réduire la morbi-mortalité liée aux grossesses non désirées, en particulier chez les jeunes et les adolescent. e. s (10-24 ans).**
- Lieu d'intervention : 1 région : **Analamanga**
- Durée de mise en œuvre : **30 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.07.2019**
- Budget total de l'action : **881.000 EUR**
- Financement de l'UE : **537.410 EUR**

Objectif global :

- Contribuer à la réduction de la morbi-mortalité maternelle associée au manque d'accès à des services de santé sexuelle et reproductive de qualité en particulier chez les adolescent. e. s. et les jeunes (10-24 ans) à travers le renforcement du rôle des acteurs de la société civile et des institutions publiques liées à la thématique à Tananarive, Madagascar.

Témoignage :

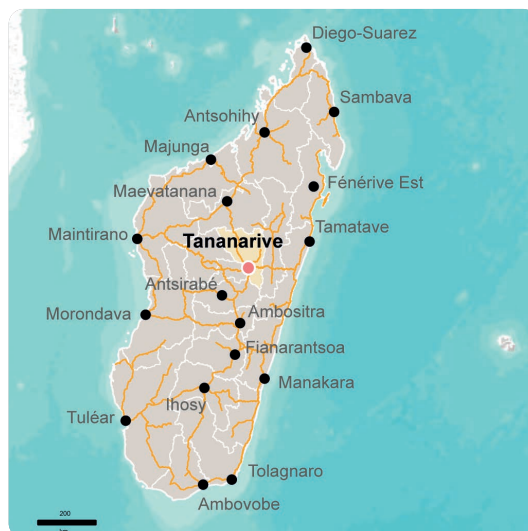


« Je collabore avec MDM depuis 4 ans. Avant, mon entourage me décourageait toujours en me disant que je n'arriverais jamais à faire quoi que ce soit. Mais grâce aux formations en Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) dont j'ai bénéficié, j'ai pu renforcer mes connaissances en SSR, et développer ma confiance. Sensibiliser et informer les adolescent.e.s et jeunes (AJ) en matière de SSR s'avèrent important, car cela responsabilise sur leur santé. Ainsi, les activités ont contribué à des changements de comportement tels que l'accès des AJ au CSB. La sensibilisation des AJ est également renforcée par la sensibilisation auprès des parents afin d'améliorer leur communication avec leurs enfants.»

Tsaradina Rahajason – Educatrice Pair -ASOS partenaire des activités communautaires .

Les succès à retenir:

- Offre de service : 40 prestataires de service ont bénéficié de formations et de supervisions formatives. Les CSB ont été renforcés notamment en matière d'équipement, d'intrants et de réhabilitations permettant une amélioration de l'accueil et une meilleure confidentialité des usagers. MdM considère qu'un CSB fournit des services SSR et PF de qualité lorsque le score de qualité des consultations est supérieur ou égale à 70%. En juillet 2019, seuls deux CSB sur sept atteignaient ce score. En décembre 2022, les sept CSB ont obtenu un score supérieur à 70%. Avant notre intervention aucun CSB n'était considéré amis des jeunes, actuellement cinq le sont.
- Augmentation de la demande : 610 acteurs communautaires (agents communautaires, chefs de quartiers, OSC, éducateurs pairs) ont été formés sur les SDRS et la PF. Plus de 9000 AJ et 5500 parents d'AJ ont pu bénéficier de sensibilisation sur les SDRS à travers des groupes de parole (GP) au niveau communautaire et des sensibilisations de masse. Les séances de sensibilisation ont contribué à l'amélioration des connaissances de la population : 72,1% d'AJ ayant participé aux GP ont développé leurs connaissances sur les SDRS.
- Environnement favorable aux SDRS : la politique nationale de santé des AJ et le Plan de développement du secteur santé 2020-2024 appellent tous deux à la ratification du protocole de Maputo suite à des recommandations de la part de MdM et de ces partenaires.



Action Contre la Faim - ACF

• Intitulé de l'action :

Appui à la société civile pour contribuer au renforcement du système de santé dans la région Androy, Madagascar.

• Partenaire : **ONG nationale ASOS**

• Lieu d'intervention :

1 région : **Androy**

• Durée de mise en œuvre :

24 mois

• Date de début de mise en œuvre :

01.01.2020

• Budget total de l'action :

EUR

• Financement de l'UE :

584.300 EUR



Antsoheree, AC, Fokontany Mahatomotse II



Prise en charge de l'équipe mobile



Suivi individuel avec l'équipe de l'EMAD

Objectif global :

- > Contribuer au renforcement la société civile dans son rôle d'acteur de la gouvernance sectorielle au niveau communal.
- > Contribuer à la mise en place d'une politique territoriale de service public et d'une bonne gouvernance au niveau de chaque commune.
- > Contribuer à l'amélioration durable de la situation socio-économique et sanitaire des populations rurales.

Principales activités :

- > Mise en place des Équipes Mobiles lors du pic de malnutrition
- > Transfert de compétences au partenaire local ASOS en matière de stratégie mobile (CRENAS)
- > Diagnostic et planification pour le Renforcement du Système de Santé.
- > Mise en œuvre des priorités du plan Renforcement du Système de Santé.
- > Mise en place de PCIMEC.
- > Renforcement de la prévention de la sous-nutrition au niveau communautaire
- > Revue semestrielle des AC et suivi des activités

Témoignage :

« En tant qu' AC nous sommes les premiers responsables au niveau du site communautaire, nous y prenons en charge les enfants qui sont loin de l'hôpital. Ainsi, nous évitons les risques de décès liés aux maladies des enfants. Grâce au projet Vahatse, nous avons reçu des formations qui nous aident dans notre travail quotidien. »

Antsoheree, AC, Fokontany Mahatomotse II

Les succès à retenir:

- > **Renforcement des systèmes de santé** Le processus a abouti à un plan pluriannuel du SDSP pour 04 ans (2020 - 2024) qui va servir à tout intervenant en matière de santé dans le district sanitaire d'Ambovombe.
- > **Plaidoyer**, une coopération est désormais en place entre les responsables de la santé au niveau régional et les partenaires, notamment les sociétés civiles selon la Politique de développement du secteur de la santé. Cela reflète l'implication des Organisations de la Société Civile dans les processus du renforcement du système de santé au niveau du District sanitaire.
- > **Santé communautaire**, si le taux de nouveaux cas nécessitant une Consultation Externe attendu par mois était de l'ordre de 2000, les deux premiers mois de rapport des AC ont référé 6 192 nouveaux cas, soit 3000 nouveaux cas par mois.

Sœur Emmanuelle : ASMAE

- Intitulé de l'action : **Promotion de l'éducation des enfants vulnérables exclus du système d'enseignement formel à Antananarivo.**
- Lieu d'intervention : 1 région : **Analamanga**
- Durée de mise en œuvre : **24 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.02.2016**
- Budget total de l'action : **266.574 EUR**
- Financement de l'UE : **186.601 EUR**

Objectif global :

> Promouvoir l'éducation des enfants vulnérables exclus du système d'enseignement formel à Antananarivo.

Renforcement des dispositifs d'alphabétisation et d'accompagnement socio-éducatif, favorisant le développement global de l'enfant.

Asmae, en partenariat avec deux ONG nationales, Hardi et Manda, prennent en charge des enfants issus de familles vulnérables et/ou des enfants de la rue. Dans le cadre de leur accompagnement, les enfants accèdent à la scolarisation et sont intégrés dans des classes d'alphabétisation « passerelles » destinées aux enfants exclus du système scolaire ordinaire ou qui n'y ont jamais eu accès.

L'objectif des classes d'alphabétisation est de (re) mettre à niveau les enfants tant au regard des apprentissages que des normes scolaires et sociales en cours dans les Écoles Primaires Publiques. Pour mener à bien ce travail, Asmae met à disposition des associations Hardi et Manda des Conseillers Techniques, experts en alphabétisation et en éducation spécialisée.

Dans les classes, une pédagogie active et participative est introduite : les enfants sont en action et construisent leurs apprentissages. Cette méthode pédagogique favorise également le développement de l'autonomie des enfants et leur motivation. De plus, de nombreux outils pratiques d'organisation de la classe sont construits et le matériel pédagogique est enrichi et diversifié.

Témoignage :

« Depuis qu'on a ces nouveaux outils, ça facilite mon travail ; car ils m'ont aidé à multiplier mes moyens de recherche pour venir en aide à un enfant en grande difficulté d'apprentissage. Dans le cadre de ce projet, j'ai acquis plusieurs connaissances, qui m'ont beaucoup aidé dans mon travail au quotidien surtout en ce qui concerne la prise en charge des enfants. Je me sens avoir progressé, c'est aussi le cas pour mes collègues, parce que je constate une différence dans mon travail avant et après l'accompagnement des Conseillers Techniques ».

Hanta, éducatrice en classe alphabétisation à l'ONG Hardi.

Témoignage :

« Dans l'association HARDI, c'est vraiment différent des autres écoles que j'ai fréquentées. Ils nous donnent des conseils si on fait des bêtises, nous corrigent, nous aident [...] Depuis que j'y suis allée, j'ai senti que mon niveau d'étude s'est amélioré. Tout me convient là-bas. Le centre a une bonne méthode d'enseignement et c'est différent des autres écoles que j'ai connues ».

Tahiry, enfant pris en charge par l'association HARDI.



Réponse Covid 19 - Handicap International « Humanité & Inclusion »

Intitulé de l'action :

MITEHAFA - COVID-19 - Protégeons les personnes les plus vulnérables.

Lieu d'intervention :

6 régions : **Analamanga, Atsinanana, Analanjorofo, DIANA, Boeny et Atsimo Andrefana**
Durée de mise en œuvre : **15 mois**

Date de début de mise en œuvre :

11.05.2020

Budget total de l'action :

EUR

Financement de l'UE :

800.000 EUR



Bénéficiaire Offrancia



Transfert Monétaire



Sensibilisation



Donations au CHU Morafeno_Toamasina

Objectif global :

> Contribuer à apporter une assistance économique aux familles vulnérables et à besoins spécifiques afin de les aider à répondre à leurs besoins fondamentaux en cette période d'urgence sanitaire

Témoignage :

BEALANANA Offrancia, 38 ans, vit avec sa mère, 63 ans et ses deux filles en milieu rural dans le district de Fénérive-Est. Depuis un très jeune âge, Offrancia souffre d'épilepsie. Sa famille compte parmi les 1.049 ménages à besoins spécifiques soutenus par le projet MITEHAFA, mise en œuvre par Humanité & Inclusion, Douleurs Sans Frontières et SOS Villages d'Enfants.

« La première fois que nous avons entendu parler de la Covid-19 par les dires des gens, nous étions terrifiées, a raconté la mère d'Offrancia. Heureusement que l'équipe du projet était venue nous rendre visite, nous apportant des informations fiables sur cette maladie et sur les moyens les plus faciles et les plus importants de s'en protéger. Il nous a appris comment utiliser les masques, combien il est important de respecter la distanciation physique de 1m et aussi de se laver fréquemment les mains avec de l'eau et du savon pour prévenir la propagation du virus. »

« Nous sommes aussi reconnaissantes d'avoir bénéficié de quelques kits d'hygiène et de protection de la Covid-19... Non seulement, ces matériels nous ont permis de bien nettoyer notre propriété, mais ils ont également facilité l'application des gestes barrières que l'équipe du projet nous a appris. »

« Nous avons également reçu un transfert monétaire de 100.000 Ar en espèces, dit Offrancia. Une partie de cet argent nous a été utile pour acheter de la nourriture et des médicaments pour mon traitement, une autre partie m'a permis de diversifier mon stock de marchandises. Maintenant, je vends aussi des poissons séchés, plus rentables que les homards. J'ai également pu déposer une épargne auprès d'une association villageoise d'épargne et de crédit dont je suis membre. »

Hanta, éducatrice en classe alphabétisation à l'ONG Hardi.

Les succès à retenir:

- > Une coordination et synergie avec la cellule communication du Ministère de la Santé Publique et le Cash Working Group.
- > L'implication complète de 6 associations et organisations de personnes handicapées dans la sensibilisation depuis la conception des messages et de la stratégie de sensibilisation jusqu'à leur déploiement, notamment par une approche de sensibilisation par les pairs, c'est-à-dire une sensibilisation faite par et pour les personnes handicapées.
- > L'acceptation progressive du personnel de santé des patients traités de la Covid-19 ainsi que leurs familles, à l'égard de l'appui psychosocial déployé par le projet, facilité notamment par la mise en place de la cellule téléphonique 902 ayant permis d'accompagner psychologiquement 3 499 personnes touchées par la crise sanitaire.
- > La conception et la diffusion d'un outil de référence : le modèle de prise en charge psychosociale en cas de pandémie/épidémie, avec la participation de toutes les parties prenantes dont le Ministère de la Santé Publique via le Service de Santé Mentale, l'Ordre National des Psychologues de Madagascar, le Groupement des Travailleurs Sociaux de Madagascar, les établissements sanitaires, écoles et instituts liés à la psychiatrie, la psychologie et le psychosocial.

Réponse Covid 19 - Action Contre la Faim - ACF

- Intitulé de l'action : **Riposte à la crise sanitaire COVID-19 à Madagascar à travers un appui au secteur santé et atténuation de l'impact économique et social de la pandémie sur les populations vulnérables.**
- Intitulé de l'action : **CARE, MDM, ASOS.**
- Lieu d'intervention : **8 régions : Analamanga, Atsimo Andrefana, Analanjiroro, Androy, Anosy, Boeny, Itasy et Bongolava**
- Durée de mise en œuvre : **12 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **17.04.2020**
- Budget total de l'action : **EUR**
- Financement de l'UE : **2.100.000 EUR**

Objectif global :

- > Contribuer à la réduction de la morbi-mortalité due à l'épidémie de coronavirus ainsi que des impacts socio-économiques des mesures prises pour éviter sa propagation à Madagascar

Principales activités :

- > Renforcer le système de santé dans sa préparation et gestion de l'épidémie.
- > Soutenir économiquement les populations vulnérables pour limiter les effets négatifs de l'épidémie et des mesures restrictives sur la couverture de leurs besoins de base.
- > Améliorer la riposte communautaire face à l'épidémie

Témoignage :

Mère de deux enfants, dont la plus jeune est âgée de 3 ans, Sariaka, 28 ans fait partie des personnes qui ont pu bénéficier du transfert monétaire à Anosibe, un des quartiers les plus défavorisés de la ville d'Antananarivo.

À cause du coronavirus et des restrictions de regroupements, Sariaka a dû arrêter ses activités d'animation de manège dans les quartiers qui lui rapportaient environs 100.000 ariary par jour. « Depuis le début du confinement, je ne travaille plus et je ne touche plus aucun revenu pour subvenir aux besoins quotidiens de ma petite famille », affirme-t-elle.

La résilience face à la crise sanitaire actuelle est contraignante pour une grande partie de la population malgache et notamment, celle de la ville d'Antananarivo, l'épicentre de la pandémie.

Avec l'appui du programme de transferts monétaires et l'aide sociale destinée aux populations vulnérables dont les activités génératrices de revenus ont été bouleversées par la crise sanitaire, elles peuvent pallier la situation, du moins pour la nourriture et pour subvenir aux besoins des enfants comme payer les écolages, tel le cas de Sariaka. Ce projet accompagne la résilience des ménages malgaches fortement déstabilisés par la pandémie.

Pour assurer le partage juste et équitable, le consortium a collaboré avec les Autorités Locales pour la mise en œuvre. Ainsi, l'inscription, la vérification de la liste, la sélection des ménages ainsi que la distribution des aides sociales ont été rigoureuses. « Dans notre quartier, j'ai pu remarquer que ce sont bel et bien les ménages les plus défavorisés qui ont profité du Tosika Fameno. Il n'y avait ni une longue attente, ni de bousclement » martèle Sariaka.

Sariaka exprime sa gratitude envers ceux qui ont collaboré à la réalisation du projet : « Nous sommes très reconnaissants d'avoir pu bénéficier de ces transferts monétaires pendant la crise de Covid-19. Sans cela, nous n'aurions plus rien à manger aujourd'hui ».

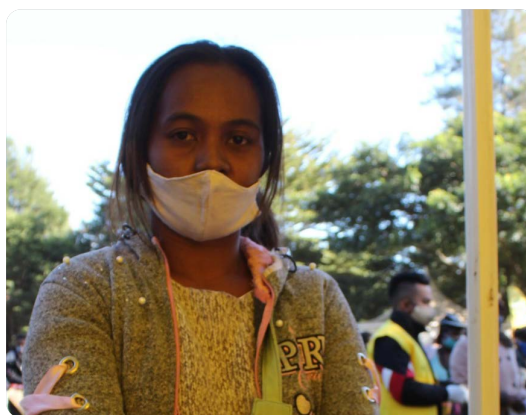
Sariaka, 28 ans mère de 2 enfants



Compagnonnage de l'équipe du Triage COVID-19 du CHU JRB Antananarivo @Mdm—Juin 2020



Transferts monétaires—Antananarivo ville Mahamasina @CARE—Juin 2020



Sariaka, 28 ans, mère de 2 enfants -Transferts monétaires—Antananarivo ville Mahamasina @CARE—Juin 2020

Projet en préparation - Médecins du Monde - MdM

- Intitulé de l'action : **MANARINA: Mananjary Recovery Initiative for Natural Accidents.**
- Lieu d'intervention : 1 région : **Région VATOVAVY, district de Mananjary.**
- Date de début de mise en œuvre : **01.07.2022**
- Durée de mise en œuvre : **24 mois**

Objectif global :

➤ Contribuer à la résilience du Sud Est de Madagascar face aux catastrophes à travers le renforcement des services de base et des OSC en incorporant une approche genre:

- Améliorer les conditions de vie, l'accès aux soins de santé de base, à la SSR et à la prévention et la prise en charge des VBG dans le district de Mananjary ;
- Renforcer les OSC pour améliorer les mécanismes communautaires de prévention/réponse aux VBG ;
- Renforcer les OSC pour améliorer la résilience des communautés cibles sur les techniques de construction des cases traditionnelles.

Contexte :

- Suite au projet d'urgence mené par MDM en réponse au passage du cyclone Batsirai à Mananjary, Médecins du Monde (MdM) poursuit sa contribution avec un nouveau projet financé par l'Union Européenne.
- Le projet Manarina pour une durée de 2 ans, se fera en collaboration avec la Croix-Rouge Luxembourgeoise et la Croix-Rouge Malagasy. Quand nos partenaires seront en charge de la partie réhabilitation/reconstruction avec un volet sur la formation communautaire aux techniques de renforcement des habitations pour une meilleure résistance aux cyclones, MdM apportera son appui sur le renforcement des capacités du personnel de santé, du système de gestion des intrants et de prise en charge des survivant.e.s de Violences Basées sur le Genre.
- De la sensibilisation, des formations et des compagnonnages/supervisions seront adressés aux différents acteurs locaux, personnels de centres de santé, pharmacie de district, organisations sociaux-culturelles, groupements de population, autorités sanitaires et forces de l'ordre. Six Centres de Santé du district de Mananjary seront particulièrement ciblés avec un accompagnement rapproché mais certaines activités toucheront l'ensemble du district, comme ce sera le cas pour l'organisation et la prise en charge de formations du Ministère de la Santé sur les thématiques du Planning Familial, Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence et Violences Basées sur le Genre.



2. GOUVERNANCE LOCALE

10 projets en total pour un montant de **3.817.348 EUR**.



2.1 Projets en cours :

- **Louvain Coopération**

Projet d'Appui à la Société Civile du Menabe, phase 2 – PASC-MEN 2.

- **Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement (GESCOD)** - Mobilisation de la société civile du territoire intercommunal du District de Maevatanana pour la structuration de la gouvernance locale au service d'un développement inclusif.

- **Région Nouvelle-Aquitaine** - Programme d'appui à la gouvernance locale en Itasy (PAGLI).

- **Commune Rurale d'Andranahoatra** - Projet quinquennal de développement de la commune rurale d'Andranahoatra.



2.2 Projets clôturés :

- **Haona Soa Association - ICCAD** - Initiatives Citoyennes et Coalition des Acteurs pour le Développement local.

- **ONG Lalana** - Mise en place et mise en oeuvre du Plan Communal de Transport dans les Communes rurales du District d'Anjozorobe, Région Analamanga.

- **Réseau SOA** - Le Réseau SOA renforce les OP dans leurs capacités à développer des services pour la formation et l'installation des jeunes agriculteurs.

- **Commune Rurale d'Ampasina Maningory** - Projet quinquennal de développement de la commune rurale d'Ampasina Maningory.

- **Commune Rurale de Tsianisiha** - Projet quinquennal de développement de la commune rurale de Tsianisiha.

- **Commune Rurale d'Ampitatafika** - Développement local dans la transparence.



Louvain Coopération

Intitulé de l'action :

**Projet d'Appui à la Société Civile du Menabe,
phase 2 – PASC-MEN 2.**

Lieu d'intervention :

1 région : **Menabe**

Durée de mise en œuvre :

39 mois

Date de début de mise en œuvre :

01.01.2019

Budget total de l'action :

534.852 EUR

Financement de l'UE :

418.778 EUR

Objectif global :

> Développer les domaines de la gouvernance, de la santé, de l'éducation, de la sécurité économique et de l'environnement à travers l'implication des OSC du Menabe.

Bénéficiaires finaux :

> Les bénéficiaires finaux sont l'ensemble de la population du Menabe (environ 1 100 000 personnes).

Témoignage :



« Grâce aux formations et soutiens du projet et en étroite collaboration avec la Commune et les Services techniques déconcentrés, nous avons redynamisé notre structure locale de concertation (SLC) et mis en place la plateforme communale des OSC représentant les habitants, et qui assure une veille citoyenne, un réseautage, le dialogues avec les Autorités Locales. Nous avons bénéficié de plusieurs thèmes de formation comme l'éducation primaire, la santé communautaire ainsi que la gouvernance locale. Cette dernière m'a marqué, car grâce à cette formation menée par le représentant de la préfecture de Morondava, nous avons bien compris les rôles et les missions des collectivités territoriales décentralisées (CTD) et des services techniques déconcentrés (STD) ainsi que les principes de la bonne gouvernance à travers la participation citoyenne, la redevabilité sociale, la transparence et l'État de droit. Ces formations nous ont fait comprendre que les Organisations de la Société Civile ne sont pas des opposants, mais sont là pour faire des balises et des suivis sur nos activités, et leur participation nous aide également dans les prises de décision d'intérêt public. »

FIDERA Adoré, Maire de la commune rurale d'Ankilivalo.

Les succès à retenir:

> Les activités collectives d'intérêt général :

- 183 activités collectives menées par les OSC dans 22 communes dans les domaines de la santé, de l'éducation dans le primaire, l'environnement,
- Plus de 3874 citoyens ont participé à ces activités dont 2425 hommes et 1449 femmes.

> La création des plateformes communales des OSC (PFC).

La Région Menabe est la seule région où la Plateforme Régionale des OSC dispose de cette structure de relais. 27 PFC ont été mises en place et/ou redynamisées dont 16 dans le cadre du projet PASC MEN2.

> Ouverture des maisons des OSC dans les cinq districts de la région du Menabe.

> Les 5 MOSC gérées par les OSC de la Plateforme régionale FIVE Menabe sont équipées et ouvertes à tous pour favoriser les rencontres, la communication, les échanges d'informations et d'expérience entre OSC, le grand public, et les acteurs locaux. Elles proposent des services tels que de l'information / documentation en ligne et physiques ; des formations ; un espace de travail pour ses membres, activités de bureautique informatisées (connexion internet, photocopies, saisie-impression, scanner).



Activités collectives PFC Beroboka, Entretien Route



Formation SLC par MID à Morondava



Dialogue OSC élus Ankilizato EPP



Mme Ravaomalala, bénéficiaire formation santé communautaire

Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement - GESCOD

• Intitulé de l'action :

Mobilisation de la société civile du territoire intercommunal du District de Maevatanana pour la structuration de la gouvernance locale au service d'un développement inclusif.

• Lieu d'intervention :

1 région : **Betsiboka**

• Durée de mise en œuvre :

48 mois

• Date de début de mise en œuvre :

01.03.2019

• Budget total de l'action :

634.460 EUR

• Financement de l'UE :

537.388 EUR



Ranaivoson Charles, Tangalamena bénéficiaire



Commune de Antanimbary, Bekarepoka



Habitation des orpailleurs, Bekarepoka

Objectif global :

> Contribuer à un meilleur accès aux services de base grâce à une concertation inclusive et une gouvernance locale renforcées : (i) Favoriser une participation citoyenne élargie : développement participatif ; (ii) Accroître la qualité de vie des populations ; (iii) Promouvoir une politique de développement inclusif envers les personnes vulnérables et l'égalité femmes-hommes ; (iv) Améliorer la gouvernance locale, la maîtrise d'ouvrage communale et intercommunale et la redevabilité sociale.

Bénéficiaires finaux :

> OPCI Volamena, Communes membres de l'OPCI, OSC du territoire de l'OPCI, Services du District, de la Région, des Ministères, Habitants des 16 communes de l'OPCI.

Contexte :

> L'action renforce les capacités institutionnelles, organisationnelles, financières et techniques et les mécanismes de gouvernance locale des acteurs impliqués dans une dynamique de développement pluri-acteurs et inclusive. L'intégration des questions relatives à la vulnérabilité socio-économique et à l'égalité femmes-hommes dans la priorisation, la conception, la réalisation et la gestion des infrastructures communales garantit le caractère inclusif du développement du territoire.

Témoignage :

« Moi, en tant que « Tangalemena » – sage du village – dans mon Fokontany, ma participation lors des concertations et sensibilisations avec les acteurs locaux à Andriba a changé ma perception sur les modalités de gestion de l'eau. La participation active des bénéficiaires nous a permis d'identifier les causes, les problèmes ainsi les effets de nos habitudes sur la gestion actuelle qui ne respecte pas le code de l'eau d'après les formations reçues : l'inexistence d'un cahier des charges précisant le système de gestion adopté et adapté localement, la gratuité de l'eau, l'inexistence de fonds destinés à la maintenance et à l'entretien périodique voire réhabilitation des ouvrages, font que le réseau ne produit plus de l'eau de qualité et de quantité. Désormais je connais l'importance de la mise en place d'un prix forfaitaire par bidon car si nous continuons avec la modalité précédente, la nouvelle infrastructure ne dure que deux ou trois années au maximum, et on se retrouvera avec la même problématique. La mise en place d'un tel système est un grand défi et n'est pas facile, mais cela assure la pérennisation de nos infrastructures. Donc, en tant que Tangalamena, je serais un nouvel émetteur de ce message dans mon fokontany. »

RANAIVOSON Charles, Tangalamena du Fokontany de Maroharona à Andriba, bénéficiaire du réseau d'eau potable de la commune.

Les succès à retenir :

> Étude anthropologique sur les personnes en situation de vulnérabilité
> Des plans d'action pour améliorer l'inclusivité dans le développement local permettant aux groupes vulnérables, à l'échelle du territoire de l'OPCI Volamena, de devenir acteurs du développement local.
> Travaux d'AEP à Andriba permettant de réhabiliter un réseau vieux de 20 ans (25 bornes fontaines, alimentées par un réservoir de 120 m³), et de l'étendre pour subvenir aux besoins en eau de la population locale, et mettre en place un système pérenne de gestion des infrastructures et de tarification de l'eau.

Région Nouvelle-Aquitaine

- Intitulé de l'action : **Programme d'appui à la gouvernance locale en Itasy (PAGLI).**
- Lieu d'intervention : 1 région : **Itasy**
- Durée de mise en œuvre : **36 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.03.2019**
- Budget total de l'action : **853.043 EUR**
- Financement de l'UE : **468.804 EUR**

Objectif global :

- > Contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale sur le territoire de 4 intercommunalités de la Région Itasy (15 communes) pour améliorer les conditions de vie des populations, notamment en termes d'accès à l'eau, et favoriser la participation citoyenne.

Bénéficiaires finaux :

- > Les bénéficiaires finaux sont les 475.000 habitants des 15 communes.

Témoignage

« la réhabilitation du système d'adduction d'eau potable dans son village a permis la consommation d'eau propre pour la cuisine, pour les différents lavages, pour l'hygiène »

M. Tafita Ramirandava Tafitamamonjy Sitraka

« Actuellement, nous pouvons vivre sereinement, finis les problèmes d'absence d'eau pour la cuisine et la propreté. Nous ne sommes plus obligés de chercher de l'eau loin de notre habitation, nous avons l'eau à portée de mains. Nous pouvons en boire à tout moment, c'est bénéfique pour la santé ».

M. Rahery Raherilahy Jean Emile

« Par rapport à la communauté, le projet EAH a renforcé la cohésion et la solidarité, grâce aux travaux requis par l'adduction d'eau potable dans le village de Miarinatsimo. En effet, actuellement, la communauté est bien rodée à réaliser des travaux/événements communautaires ».

Monsieur Raphaël RABENANDRIANA, Président du Fokontany

Les succès à retenir:

> La réalisation des projets EHA est un exemple illustrant parfaitement la formation-action que l'équipe de coordination déploie auprès des communes. Par la mise en œuvre de projets concrets, issus de leur Plan Communaux de Développement (PCD), les communes sont accompagnées dans toutes les étapes liées à leur rôle de maîtrise d'ouvrage, depuis son identification et priorisation avec les Structures Locales de Concertation (SLC), à sa conception jusqu'au contrat de gestion en passant par les passations de marché, les suivis de chantier et les réceptions techniques.

> Les apprentissages ont donc été imaginés à travers des formations et la mise en œuvre de projets, constituant des exercices pratiques mais aussi la réalisation effective de projets EHA au bénéfice des populations. Dans ce cadre, les Secrétariats Permanent des Intercommunalités, se sont positionnés comme de solides centres d'appui technique, eux-mêmes renforcés dans le cadre de réunions techniques et outillé par le programme.

> La première phase des projets EAH a permis d'impliquer les acteurs et de fixer les bases pour l'acquisition des connaissances et savoir-faire. 7 projets de création Adduction d'Eau Potable Gravitaire (AEPG), 8 projets de réhabilitation des AEPG, 2 projets de Pompes à Motricité Humaine (PMH), 2 projets de Canaux d'Assainissement et 3 projets de bloc sanitaire ont été mis en œuvre sur l'ensemble du territoire d'intervention du programme, touchant plus de 20 000 bénéficiaires. Une seconde phase permettra de consolider les acquis et de poursuivre le renforcement réalisé. Environ 14 projets supplémentaires seront réalisés.



Ranaivoson Charles, Tangalamena bénéficiaire



Commune de Antanimbaray, fokontany Bekapoka



Habitation des orpailleurs, Bekapoka

Commune rurale d'Andranonahoatra

Intitulé de l'action :
**Projet quinquennal de développement
de la commune rurale d'Andranonahoatra.**

Lieu d'intervention :
1 région : **Analamanga**
Durée de mise en œuvre :
96 mois

Date de début de mise en œuvre :
01.01.2015
Budget total de l'action :
315.301 EUR
Financement de l'UE :
299.989 EUR



Terrain de sport aménagé



Construction de sanitaire dans une EPP

Objectif global :

- > Amélioration de l'accès de la population aux services de base.
- > Amélioration de la gouvernance.
- > Renforcement de la sécurité des biens et des personnes.

Principales activités:

- > Améliorer la capacité d'accueils dans les écoles :
 - Équipement de 5 nouvelles salles de classe.
 - Équipement et réhabilitation d'un CSB.
- > Offrir un accès aux jeunes à des activités sportives :
 - Aménagement d'un terrain de sport avec gradin et vestiaires.
- > Participation et amélioration de l'information des citoyens sur les affaires publiques locales :
 - Informatisation de la commune.
 - Production d'un bulletin périodique d'information.
 - Informatisation des services dans la commune (permis de construire, légalisation, délivrance de certificats).
 - Création d'un organe de contrôle des infrastructures.
- > Diminuer des actes de banditisme :
 - Création de quartiers mobiles de surveillances communautaires.
- > Améliorer l'évacuation des eaux usées
 - Réhabilitation et curage des caniveaux dans 7 fokontany.
- > Améliorer la fluidité de la circulation publique :
 - Installations de signalisation et marquage au sol pour faciliter la circulation.

Contexte :

- > Cette action s'inscrit dans la mise en œuvre du plan communal de développement 2015-2019 de la commune d'Andranonahoatra dont l'objectif principal est d'améliorer les conditions de vie de la population.
- > L'action répond aux aspirations de la population de la commune exprimées lors des rencontres aux ateliers d'élaboration du plan communal de développement 2015-2019. Aspiration se résumant à la mise à disposition d'un environnement social pour faire face à la sortie de la pauvreté : amélioration de l'accès à sociaux de base (éducation, santé), amélioration des services administratifs, sécurisation des biens et des personnes, aménagement de son environnement physique notamment par la réhabilitation du réseau d'évacuation des eaux usées et pluviales, la fluidité des circulations des biens des personnes.

Haona Soa

- Intitulé de l'action :
ICCAD - Initiatives Citoyennes et Coalition des Acteurs pour le Développement local.
- Lieu d'intervention :
2 régions : **Atsimo Atsinanana et Anosy**
- Durée de mise en œuvre :
36 mois
- Date de début de mise en œuvre :
01.04.2017
- Budget total de l'action :
394.448 EUR
- Financement de l'UE :
335.102 EUR

Objectif global :

- > Les Contribuer au développement social et économique des 05 communes le long de la RNT 12 A.
- > Contribuer à l'amélioration des ressources et de la capacité d'action des 5 communes le long de la RNT12A.

Activité : Promotion d'un espace de concertation et de dialogue entre les acteurs de développement local

1. Conférence - débat

Entre les Présidentes des groupements féminins au niveau de la Commune membre du Conseil Communal de la Femme de Fenoambany RNT 12 A, la veille de la journée mondiale des droits des femmes ayant pour but de :

- > Informer les leads sur les droits des femmes et échange par rapport aux contextes dans lesquels les femmes vivent.
- > Conscientiser les femmes dans la prise de responsabilité.
- > Renforcer l'appropriation par les leads, des rôles et attributions du Conseil Communal de la Femme.
- > Élaboration des grands axes du Plan de développement du CCF.
- > Structuration des messages de plaidoyer à l'endroit des Autorités Locales le lendemain.

2. La Direction Régionale de la Ressource Halieutique et de la Pêche Atsimo Atsinanana

En pleine concertation avec les communautés des pêcheurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat entre la DRRHP, ICCAD et la Commune de Sandraviny dont les contenus sont entre autres : la régularisation des situations des acteurs, la professionnalisation des pêcheurs, la communication et information sur les réglementations en vigueur, de l'économie bleue, la structuration, carte des pêcheurs, marquage des pirogues, l'accès aux facteurs de production.



Réunion de concertation des femmes CR Sandraviny



Formation des membres de la SCC sur la conduite du processus PCD CR Sandraviny

Lalana

- Intitulé de l'action :
Mise en place et mise en œuvre du Plan Communal de Transport dans les Communes rurales du District d'Anjozorobe.
- Lieu d'intervention :
1 région : **Analamanga**
- Durée de mise en œuvre :
36 mois
- Date de début de mise en œuvre :
01.03.2017
- Budget total de l'action :
351.787 EUR
- Financement de l'UE :
316.608 EUR



Objectif global :

- > La mobilité de la population rurale et la circulation des biens se fera dans de bonnes conditions et en sécurité pour qu'un développement durable s'installe dans les 14 Communes bénéficiaires de l'Action du District d'Anjozorobe.

Contexte :

PCT est un projet de mise en place d'un Plan Communal de Transport au niveau de quinze Communes rurales du District d'Anjozorobe afin de promouvoir la mobilité de la population rurale et la circulation des biens pour assurer un développement durable. Il s'agit d'une application pratique de la Bonne Gouvernance et de la Décentralisation dans le secteur du transport en milieu rural.

1. Formation des cantonniers

Au total 198 citoyens ont suivi des formations pour devenir cantonniers dans 15 Communes bénéficiaires du Projet afin de partager les techniques d'entretien de la route selon les normes requises et encadrer les travaux communautaires.

2. Valorisation des travaux communautaires pour l'amélioration des infrastructures routières

Des travaux communautaires ont pu réparer les points critiques pouvant entraîner la coupure des Routes Communales reliant les Chefs-lieux des Communes et les Chefs-lieux des Fokontany dans 15 Communes bénéficiaires du Projet. Ces travaux ont permis aussi d'évaluer les compétences des cantonniers formés.



Formation des cantonniers



Valorisation des travaux communautaires pour l'amélioration des infrastructures routières

Syndicat des Organisations Agricoles - Réseau SOA

Intitulé de l'action :

Le Réseau SOA renforce les OP dans leurs capacités à développer des services pour la formation et l'installation des jeunes agriculteurs.

Lieu d'intervention :

2 régions : **Analamanga et Diana**

Durée de mise en œuvre : **36 mois**

Date de début de mise en œuvre :

01.03.2017

Budget total de l'action :

449.137 EUR

Financement de l'UE :

390.894 EUR

Objectif global :

- > Le réseau SOA contribue au développement économique des jeunes agriculteurs dans les Régions Diana et Analamanga.

Contexte :

L'aide à l'installation d'une jeune agricultrice en production de semences :

- > Andriamanantena Françia, 26 ans, Membre de l'organisation paysanne Filamatra Soa Iombonana, Mahitsy, Région Analamanga.

Filamatra soutient cette jeune agricultrice dans son projet d'installation sur la production de semences de courgettes. L'organisation paysanne lui fournit un conseil de proximité, via un technicien et un paysan parrain, ainsi qu'une aide financière (589 000 MGA, soit environ 155€) qui lui a permis développer significativement ses surfaces de production.

Françia a commencé en juin 2018 son projet avec un apport bénéficiaire de 20 %. Elle a exploité 40 ares de courgettes, elle vient de récolter 10 tonnes de courgettes, qui ne seront pas vendues après avoir récupéré les semences, mais valorisées pour la fertilité des sols. Ses ventes de semences devraient s'élever à 7,5 millions de MGA (1975€), correspondant à une production de 250 kg. Ses parents l'ont soutenue pour les gros travaux notamment de préparation du sol et pour le transport de la récolte.

Son projet est très formateur :

- > Sur un plan technique : Elle développe une agriculture sur un mode biologique, elle utilise la pharmacopée malgache pour la lutte contre les ravageurs. Elle compte diversifier sa gamme de semences, ce qui permettrait de faire des rotations culturales et maintenir un meilleur niveau de fertilité des sols. Elle compte aussi aller vers la certification de semences grâce au soutien de son OP.
- > En termes de gestion d'entreprise : Elle apprend à gérer une équipe de ressources humaines importantes avec des salariés journaliers pour la pollinisation manuelle. Elle suit sa comptabilité de manière hebdomadaire pour vérifier sa trésorerie.



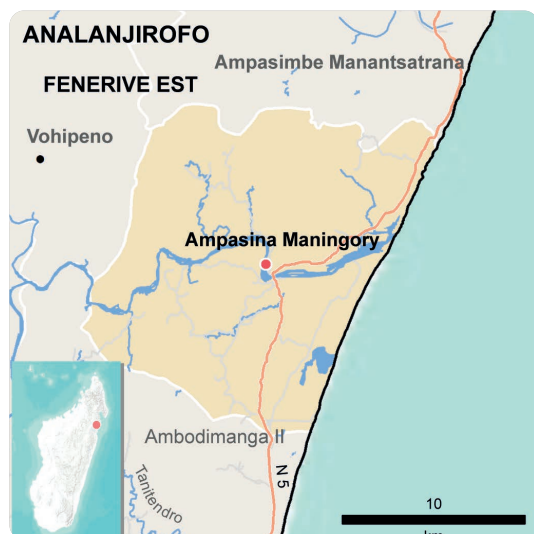
Récolte des courgettes pour la production de semences



Parcelle de 40 ares

Commune rurale d'Ampasina Maningory

- Intitulé de l'action : **Projet quinquennal de développement de la commune rurale d'Ampasina Maningory.**
- Lieu d'intervention : 1 région : **Analanjirifo**
- Durée de mise en œuvre : **76 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.01.2015**
- Budget total de l'action : **351.117 EUR**
- Financement de l'UE : **299.989 EUR**



Objectif global :

- > Reprise de l'économie locale par l'amélioration du secteur transport et du commerce.
- > Contribution au développement social de la population.
- > Amélioration des services communaux.

Principales activités:

- > Amélioration de l'accès au Fokontany :
 - Fabrication de ponts.
- > Amélioration de la commercialisation des produits au chef-lieu de la commune :
 - Construction d'un marché aux normes.
- > Amélioration des accès de population au service d'eau potable :
 - Construction et gestion de 17 points d'eau.
- > Mises aux normes des infrastructures scolaires et amélioration de l'accès à l'enseignement secondaire :
 - Construction de nouvelles salles de classe.



Enfant de l'EPP de Antanetilava II



Pont de Lampikony



Produits sur le marché



Bénéficiaires du marché

Contexte :

- > Cette action s'inscrit dans la mise en œuvre du plan communal de développement 2015-2019 de la commune d'Ampasina Maningory dont l'objectif principal est d'améliorer les conditions de vie de la population.
- > La commune d'Ampasina Maningory souffre de problème d'enclavement de ses fokontany. En effet mis à part les 5 fokontany traversés par la RN5, les 20 autres sont difficiles d'accès, soit à cause de la dégradation des pistes, soit par l'impossibilité d'accès à cause de l'inexistence ou la destruction d'ouvrages de franchissements, soit par l'inexistence totale de voie d'accès.
- > La commune était dépourvue d'un lieu conventionnel et organisé afin de faciliter l'organisation du jour de marché. L'ambition de cet espace couvert est de permettre d'allonger le temps de transaction, d'améliorer la conservation des produits, et la protection des commerçants face à la chaleur et la pluie. Ce marché permet également à la commune la génération de ressources financières.
- > L'accès à l'eau potable reste un problème majeur dans la commune, 16/25 fokontany ne disposent pas d'infrastructure d'AEP, 3/25 fokontany possèdent des infrastructures insuffisantes par rapport au nombre de la population. 5/25 fokontany possèdent des infrastructures non fonctionnelles. Sur un total de 90 ouvrages, seul 26 était en état de marche lors du démarrage du projet.
- > La commune d'Ampasina présente un taux de scolarisation de 80% des enfants scolarisables. Cependant, l'école possède un déficit de salles de classe. Dans plus d'une dizaine d'écoles, on enregistre un ratio élève salle largement supérieur à la norme prescrite par le Ministère. 50% des salles de classe répertoriées sont construites en des matériaux locaux par la population, et leur pérennité surtout face aux intempéries fréquentes (cyclones) ne sont pas assurées. La vétusté des infrastructures scolaires constitue des conditions très précaires pour les élèves et les enseignants, de surcroît elle les expose en permanence à des dangers.

Commune rurale de Tsianisiha

• Intitulé de l'action :

Projet quinquennal de développement de la commune rurale de Tsianisiha.

• Lieu d'intervention :

1 région : **Atsimo Andrefana**

• Durée de mise en œuvre :

60 mois

• Date de début de mise en œuvre :

01.01.2015

• Budget total de l'action :

318.422 EUR

• Financement de l'UE :

299.989 EUR

Objectif global :

- > Contribution au développement social et économique de la population.
- > Amélioration des services communaux
- > Renforcement de la sécurité des hommes et de leurs biens.

Contexte :

- > Cette action s'inscrit dans le Plan Communal de Développement (PCD) 2015-2019 de la commune. La commune s'est engagée dans un processus participatif avec sa population dans la réactualisation et la mise en œuvre de son PCD. Cette action vise principalement à améliorer les conditions de vie de la population de la Commune.



Commune Rurale d'Ampitatafika, Commune Rurale d'Alakamisy Fenoarivo, MSIS-Tatoa

- Intitulé de l'action :
Fivoarana Ifotony ao anaty Mangarahara (Développement Local dans la transparence).
- Partenaires :
Commune Rurale d'Alakamisy Fenoarivo,
Association MSIS-Tatoa

- Lieu d'intervention :
1 région : **Analamanga**
- Durée de mise en œuvre :
30 mois

- Date de début de mise en œuvre :
01.03.2019
- Budget total de l'action :
473.908 EUR
- Financement de l'UE :
450.000 EUR



Objectif global :

- > Renforcer la gouvernance transparente et participative dans les communes d'Ampitatafika et Fenoarivo-Alakamisy et améliorer les conditions de vie de la population par un meilleur accès aux infrastructures de base et aux services de qualité.

Bénéficiaires finaux :

- > Les bénéficiaires finaux sont les usagers des services et infrastructures de base notamment les femmes, les jeunes et les enfants des deux Communes.

Principales activités :

- > Conduire l'évaluation et le renforcement des capacités des communes en gouvernance à travers l'Outils « ITB : Indice de la Transparence Budgétaire »
- > Construire des infrastructures avec une participation active des bénéficiaires dans leur gestion :
 - Pour Ampitatafika : le marché communal d'Ampitatafika, un Bloc sanitaire et un lavoir-bassin dans le marché de la commune d'Ampitatafika, la route en pavé reliant la RN1 et le Lycée Public d'Ampitatafika.
 - Pour Alakamisy Fenoarivo : les voies d'accès et les canaux d'évacuation et de l'assainissement de la place du marché ; des ruelles et routes en pavé, les Bornes Fontaines et un CEG dans le Fokontany Antanety II, l'esplanade de la place des marchés du Fokontany Ankadivory, et des blocs sanitaires dans le Fokontany d'Ambohimasina.

Contexte :

- > Les impacts négatifs de la crise d'il y a quelques années se font toujours sentir et ont fortement affecté les populations dans presque tous les domaines notamment social et économique. Cette situation n'est pas sans conséquence sur les finances publiques de l'État et celles des collectivités territoriales décentralisées. Les communes d'Ampitatafika et d'Alakamisy n'ont pas été épargnées par ces problèmes, car les subventions accordées par le Gouvernement central et les ressources propres de ces communes ne sont pas à la mesure des difficultés vécues au quotidien par les populations locales, notamment :
 - L'insuffisance d'hygiène, d'assainissement et le manque d'eau potable, constituant un terrain propice à la propagation rapide des épidémies et des maladies infectieuses.
 - L'insuffisance d'infrastructures scolaires dans les Fokontany et quartiers populaires, à l'origine du décrochage et échec scolaire tout en favorisant l'inégalité des chances des enfants d'être mieux préparés face à leur avenir.
 - L'insuffisance des infrastructures dans les grands marchés d'Ampitatafika et d'Alakamisy Fenoarivo face aux besoins des commerçants et la recrudescence des commerces ambulants, occupés largement par des femmes (80%), constituant un énorme poids pour les communes dans la mesure où elles ne contribuent pas à la recette communale mais aussi à l'origine des problèmes d'ordre public (sécurité, salubrité et tranquillité).
 - L'absence des voies de communication et l'état dégradé des routes, ne permettant pas le désenclavement des endroits producteurs à vocation agricole, pour faire écouler les produits.



3. PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE

4 projets en total pour un montant de **1.807.860 EUR**.



3.1 Projets en cours :

- **Studio Sifaka**

Appui à une information pour une société inclusive et démocratique à Madagascar



3.2 Projets clôturés :

- **MSIS-Tatao**

SAFIDY : Observatoire des élections au cœur de la démocratie participative

- **Action Intercoopération Madagascar** - « FANOA :

Fifidianana Andraisan'Ny Olompirenena Andraikitra

(Elections engageant les citoyens responsables)

- **ONG Ravintsara** - « FANDIO : Fifidianana ANtoka ho an'ny Daholobe,

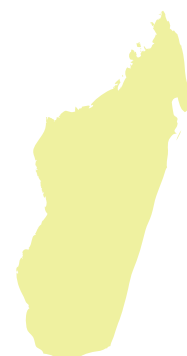
Ifantenana Olombanona (Élections garantes de l'intérêt de la Majorité,

permettant la sélection de candidats intègres.

3.3 Projet en préparation :

- **MSIS-Tatao**

« SAFIDY MAHARITRA » Pérennisation des acquis et de l'engagement



Studio Sifaka

- Intitulé de l'action : **Appui à une information pour une société inclusive et démocratique à Madagascar.**
- Lieu d'intervention : **17 stations sur l'ensemble du territoire, Atsimo Andrefana, Menabe, Bongolava, Vakinankaratra, Ihorombé, Anosy, Androy, Haute Matsiara, Analanjirofo, Atsinanana, Boeny, Sofia, Diana.**
- Durée de mise en œuvre : **24 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.01.2022**
- Budget total de l'action : **739.356 EUR**
- Financement de l'UE : **350.000 EUR**

Objectif global :

- > Contribuer au renforcement du pacte social entre des institutions publiques et des citoyen-ne-s engagé-e-s et mieux informés à Madagascar.

Contexte :

> Partant d'un projet de 18 mois lancé en octobre 2019 par les Nations Unies à Madagascar en partenariat avec la Fondation Hironnelle (ONG suisse de développement des médias), Studio Sifaka est devenue une ONG malgache autonome depuis l'été 2021. Studio Sifaka est un programme radiophonique d'information et dialogue pour la jeunesse malgache, diffusé par un réseau de radios locales partenaires, qui a démarré avec 06 radios pour arriver actuellement à 35. Le Studio Sifaka a su trouver sa place dans le microcosme médiatique malgache en se positionnant sur un créneau peu exploré. L'idée est de promouvoir la consolidation de la paix à Madagascar à travers la mise en place d'un programme radio neutre, indépendant et professionnel dont les émissions notamment pour les jeunes et par les jeunes, sont relayées par des radios communautaires à travers l'île. Les statistiques en main nous montrent en février 2022 que 22 Régions sur 23 sont couvertes, avec 78 districts sur 119. 15 981 641 personnes sont actuellement touchées par le programme du studio SIFAKA soit 60% de la population malgache. Les informations diffusées deviennent source d'inspiration à des initiatives communautaires pour la paix.

Témoignage :

« Moi j'ai réalisé que certains de mes amis n'écoutaient pas la radio avant, mais maintenant, ils sont toujours là, à la même heure, pour écouter les programmes de Studio Sifaka. C'est un peu notre lieu de rendez-vous et de rencontre. On se retrouve pour écouter et commenter ce qui s'est dit à la radio. Parfois, les discussions se prolongent après le programme. Il y a tellement de contenus et de nouvelles choses qui nous ouvrent les yeux que nous apprenons chaque jour. » Un auditeur, à Vohipeno, Région Fitovinany, lors d'un « focus group ».

Grâce à ses correspondants entrant dans le cadre du partenariat avec les radios diffuseurs, le journal parlé et les chroniques du Studio Sifaka ne reflètent pas uniquement les actualités de la capitale mais aussi celles des Régions :

« Je suis très satisfait du programme du Studio Sifaka, surtout en ce qui concerne les éditions de journaux. C'est diversifié, ils parlent de l'éducation, de l'économie, de la culture etc. Les jeunes d'aujourd'hui ne regardent plus la télévision pour suivre les actualités, heureusement qu'il y a Studio Sifaka. En plus, le ton jeune et les musiques font vraiment la différence » témoigne Alain Ernesto un jeune auditeur habitant à Ambovombe, Région Androy.

Harison R.



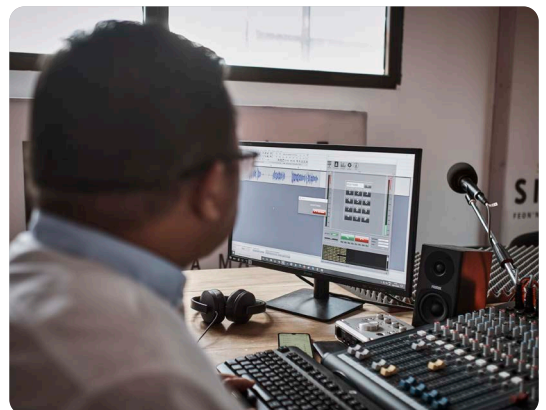
Angelo, Journaliste du Studio SIFAKA



Harison Ratovondrahona, Dir. Exécutif ONG SIFAKA



Princia, Journaliste du Studio SIFAKA



STUDIO SIFAKA

MSIS - Tatao

- Intitulé de l'action : **SAFIDY : Observatoire des élections au cœur de la démocratie participative**
AIM, AVG, CEDII, DRV, FTMF, IVORARY, PFNOSCM, RAVINTSARA, YMCA
- Lieu d'intervention : **46 districts de 14 régions dont Amoron'i Mania, Vatovavy Fitovinany, Haute Matsiatra, Anosy, Androy, Atsimo Andrefana, Menabe, Boeny, Analamanga, Alaotra Mangoro, DIANA, SAVA, Analanjirofo et Atsinanana**
- Durée de mise en œuvre : **18 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **08.04.2019**
- Budget total de l'action : **510.430 EUR**
- Financement de l'UE : **510.430 EUR**



Observatrice en action dans un bureau de vote

Objectif global :

- > Renforcer l'observation des élections et l'éducation électorale par l'engagement des organisations civiles et des citoyens notamment des Jeunes et des femmes et contribuer à la crédibilisation et l'acceptation des élections législatives et communales de 2019.

Principales activités :

- > Élaborer une stratégie de communication, diffuser des Kit/outils et d'éducation électorale.
- > Former un Pool national de compétences en matière d'éducation et de communication électorale.
- > Conduire des campagnes d'éducation et de communication à toutes les étapes du processus électoral .
- > Produire et diffuser des émissions / articles/ reportages avec les médias.
- > Former et déployer les OSC pour faire l'observation des élections législatives et communales dans les zones d'intervention.
- > Produire des Rapports d'observations par SAFIDY contenant des recommandations précises sur la base des Fiches d'observations et des PV et conduire des campagnes de plaidoyer sur ces recommandations.
- > Former et accompagner les OSC engagées dans SAFIDY en matière de contentieux électoral et poursuite des infractions.
- Réaliser un monitoring social des institutions électorales par rapport au respect de leurs obligations et missions légales.

Contexte :

- > Avec les élections présidentielles de 2018, Madagascar paraît sortir d'une longue crise politique qui a aggravé la dégradation de son économie et le pouvoir d'achat de la majorité de la population malagasy. La majorité des citoyens sont attirés par les multiples engagements au changement (« velirano ») du candidat n°13 et attendent avec espoir leur rapide concrétisation et espèrent le retour à la normalité du pays en matière de démocratie et des droits de l'Homme.

Le déroulement des présidentielles n'ont pas, cependant, offert cette opportunité, malgré le fait qu'elles se sont déroulées dans le calme. Le cadre légal et lois sur les élections n'ont pas garanti l'égalité de chance des candidats. Le manque de transparence ainsi que la corruption électorale en sont ses principales caractéristiques : absence de cadre légal qui devrait régir la pré campagne, inexistence de plafonnement des fonds de campagne d'où écart astronomique des moyens engagés par les candidats, pas de transparence des sources et de gestion des fonds des campagnes, achats de votes sont parmi les contraintes qu'ont dues surmonter les acteurs électoraux et les citoyens. Comme à l'accoutumé, l'impunité restant la règle, les risques de fraudes et de corruption électorale demeurent certains pendant les élections législatives et communales.

Afin de consolider et pérenniser ses acquis et expériences lors des présidentielles de 2018, le consortium d'OSCs, sous le leadership de MSIS-tatao, a proposé le « SAFIDY », focalisé sur l'observation des prochaines élections législatives et territoriales/communales de l'année 2019 à Madagascar.

Action Intercoopération Madagascar

Intitulé de l'action :

FANOA : Fifidianana Andraisan'Ny Olompirenena Andraikitra (Élections engageant les citoyens responsables).

Partenaires :

MSIS-Tatao, PFNOSCM, FTMF, YMCA, CEDII, DRV.

Lieu d'intervention :

L'ensemble du territoire

Durée de mise en œuvre :

18 mois

Date de début de mise en œuvre :

20.12.2017

Budget total de l'action :

789.463 EUR

Financement de l'UE :

750.000 EUR

Objectif global :

- > Contribuer à ce que les processus électoraux soient crédibles et aboutissent à des résultats acceptés par tous.
- > Contribuer à asseoir la crédibilité de la société civile malagasy auprès des citoyens et de la population malagasy et vis-à-vis des autres composantes de la société (Media, secteur public, secteur privé, communauté internationale) en matière de suivi et d'observation des élections.

Témoignages :

« Le projet FANOA est né suite à la prise de conscience des membres du mouvement ROHY sur l'importance de la participation des Organisations de la Société Civile aux observations électorales des présidentielles de l'année 2018. En effet, force est de constater que ces élections font partie des grandes étapes que Madagascar doit franchir pour assurer la sécurité et pour sortir de la crise que Madagascar a traversée. La réussite de cette élection serait pour nous une étape majeure pour le développement et la lutte contre la pauvreté. »

Pour les élections présidentielles de 2018, plus de 700 associations et organisations se sont engagées pour assurer les observations dans les sept régions d'intervention des projets FANOA et FANDIO. Ce qui est surtout très important dans ces missions d'observation effectuées, c'est la responsabilisation des associations malagasy à participer aux élections. Si nous avons recensé plus de 700 associations, les observateurs ont été au nombre de 7000, dont plus de la moitié, environ 60 % étaient des jeunes. Les jeunes qui ont une place importante à Madagascar vu que la population malagasy est une population jeune. »

Mahamoudou NDRIANDAHY, Président National PFNOSCM, Coordonnateur Technique du projet FANOA.

« Dans la ville de Tuléar 1, nous n'aurions jamais pensé que des sensibilisations sur la participation électorale pouvaient intéresser des gens. Des associations de jeunes et de femmes, accompagnées par nos Observateurs à court terme et les observateurs à long terme ont organisé une grande sensibilisation de masse sur la place de l'indépendance, pour mobiliser les citoyens à voter, et particulièrement les jeunes vu que la plupart des personnes qui fréquentent ce lieu les week-ends étaient des jeunes. »

Ce qui nous a le plus marqués en ce moment-là, c'est l'implication de nos partenaires, le CED et le District, qui nous ont aidés à organiser cet événement de sensibilisation. Ils nous ont donné de la place, aidés à concevoir et distribuer des affiches, etc. »

Yolande Raharimanana, Responsable régionale MSIS, formatrice, observatrice à long terme, région Atsimo Andrefana.



Sensibilisation de quartier



Marche jeune



Formation éducation électorale

ONG Ravintsara

Intitulé de l'action :

FANDIO Fidianana ANtoka ho an'ny Daholobe, Ifantenana Olombanona (Élections garantes de l'intérêt de la Majorité, permettant la sélection de candidats intègres).

Lieu d'intervention :

6 régions : **Analamanga, Boeny, Atsinanana, Atsimo Andrefana/Androy, Amoron'i Mania, Sava**

Durée de mise en œuvre :

15 mois

Date de début de mise en œuvre :

03.03.2018

Budget total de l'action :

207.822 EUR

Financement de l'UE :

197.430 EUR



Objectif global :

➤ Renforcer le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques, la transparence et la redevabilité dans le cadre du processus électoral.

Témoignages :



« Le changement le plus palpable dans la région où j'exerçais a été après la formation que nous avons eue en septembre 2018, les acteurs dans les quatre districts de la région ont pris conscience des enjeux du projet et de l'élection présidentielle elle-même. Comparé aux élections précédentes, il y a eu moins de tension durant les campagnes entre les partisans de chaque candidat grâce à la charte de bonne conduite. Ça a été le cas dès la précampagne jusqu'à la proclamation des résultats définitifs. Le partenariat avec le démembrement régional de la CENI et les forces de l'ordre a aussi eu un grand impact pour résoudre à temps les incidents électoraux que nous avons perçus dans la région. »

RAMINOSON Solofoniaina, accompagnateur, région SAVA.



« Je n'ai jamais travaillé dans un projet comme FANDIO. Pour ma part et dans la région où j'étais accompagnatrice, c'est le Livre blanc de la société civile qui a suscité le plus de curiosité chez les citoyens et ils aspirent à ce que le candidat élu concrétise ces projets de société même s'ils savent que celui-ci n'a pas signé la charte. Concernant la corruption, il y a encore beaucoup de travail à faire, car les citoyens n'arrivent pas vraiment à différencier la corruption électorale et la corruption qu'ils trouvent au quotidien même si ces derniers commencent déjà à être conscients des enjeux d'avoir un élu intègre après les élections. »

RAZAFIARISON Nalihasina, accompagnatrice, région Amoron'i Mania.



Comité paritaire lors de la cérémonie de signature de la Charte



Formation sur l'utilisation du livret LCC skills, livret de jeux sur la lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques électorales

Selon les responsables du projet, le plus grand succès du projet est le fait d'avoir mobilisé tous les acteurs du processus électoral à travers :

- Une collaboration avec tous les acteurs du processus électoral, et un renforcement accru de la crédibilité de la société civile.
- Une omniprésence de la société civile dans le processus d'adoption des lois électorales et dans l'intégration de l'aspect lutte contre la corruption.
- 758 feed-back, une forte participation des OSC et des citoyens dans le signalement des mauvaises pratiques électorales.
- Un front uni de 12 entités autour du comité paritaire pour revendiquer l'intégrité et la bonne conduite des 36 candidats lors des élections présidentielles.
- Les aspirations des jeunes, des femmes issues de la société civile en matière de gouvernance, d'économie, de social et d'environnements, consignés dans le livre blanc de la société civile.

Projet en préparation - MSIS - Tatao

• Intitulé de l'action :

« SAFIDY MAHARITRA »

• Lieu d'intervention : 23 régions

• Durée de mise en œuvre :
24 mois

• Date de début de mise en œuvre :
2022

Pérennisation des acquis et de l'engagement

Objectif global :

Le projet, « Safidy maharitra » qui signifie « élections pérennes » est un projet qui cristallise la volonté de l'Observatoire Safidy de consolider et de pérenniser ses engagements pour des élections intègres et crédibles et d'asseoir sa notoriété en tant qu'Organisation incontournable sur la thématique de la gouvernance démocratique et des élections dans les 23 régions, au niveau national et international. Pour contribuer à éviter de nouvelles crises politiques dans notre pays, Safidy Maharitra va travailler pour l'amélioration de l'environnement électoral par des plaidoyers en vue de la prise en compte et mise en œuvre des recommandations des Observateurs lors des dernières élections notamment l'amélioration des lois électorales et l'observation de la refonte de la liste électorale. Le projet va aussi couvrir l'éducation électoral des citoyens et des parties prenantes ainsi que l'observation des processus électoraux des prochaines élections présidentielles.

Principales activités :

- Pérenniser et tirer bénéfices des acquis démocratiques et de la paix lors des dernières élections par des processus électoraux crédibles¹² et aboutissant à des résultats acceptés par tous pour devenir le socle de la démocratie participative et du développement durable du pays.
- Renforcer et consolider la crédibilité de la société civile malagasy auprès des citoyens et de la population malagasy et vis-à-vis des autres composantes de la société (Media, secteur public, secteur privé, communauté internationale) en matière de crédibilisation des élections et de promotion de la démocratie.

Contexte :

➤ En dépit des bonnes volontés et des efforts menés par toutes les parties prenantes et acteurs œuvrant pour la promotion de la démocratie, il y a encore beaucoup d'obstacles à surmonter pour vraiment asseoir un processus électoral intègre et crédible, socle d'une démocratie participative réussie et source de développement durable à Madagascar.

Les observations faites par SAFIDY et la MOUE pendant les dernières élections ont en effet relevé plusieurs défis liés et interdépendants dont les faibles taux de participation au vote dans l'ensemble du territoire national, bien en-dessous de 50% pour les dernières élections communales et législatives. Ceci revêt d'une importance capitale car il risque de délégitimer les Institutions/autorités et élus, et entrave leurs capacités de prise de décision pour le bien-être du pays et de ses populations.

Mais d'autres défis de taille et connexes ont été soulevés et subsistent encore pour ne citer que :

- Les lacunes du cadre juridique et des lois sur les élections souvent élaborées et votées de manière précipitée et sans consultations de l'ensemble des parties prenantes, et le manque de certaines dispositions essentielles dans ces lois,

- L'administration électoral par la CENI qui a provoqué des contestations de la plupart des acteurs notamment la non-fiabilité de la liste électorale dont la refonte totale exigée par la loi est en cours,

- L'amélioration la gestion des contentieux électoraux,

- L'amélioration de l'implication des partis politiques à toutes les étapes du processus,

- Améliorer les dynamiques des OSC engagées dans la sensibilisation et l'éducation électoral pour constituer la masse critique capable de peser positivement sur l'échiquier de la démocratie du pays et parfois même,

- Rétrécissement de l'espace civique, de la liberté d'expression et des medias.

Tous ces défis requièrent des prises de responsabilités et actions continues et soutenues dans la durée par tous les acteurs du processus électoral et de la gouvernance démocratique car ils pourraient devenir un terreau fertile pour l'avènement de nouvelle crise politique si des mesures et des actions ne sont pas anticipées et entreprises à l'avance.

A ce titre, la société civile à travers le leadership l'Observatoire des élections SAFIDY se mobilise et s'engage pour apporter ses contributions afin de les adresser. L'Observatoire des élections SAFIDY et ses membres, propose ce projet « Safidy Maharitra » qui vise à consolider et pérenniser les acquis de l'observatoire, à faciliter la mise en œuvre des différentes recommandations des missions d'observation notamment de la MOUE et de SAFIDY, et à assurer l'observation efficace par les OSC des prochaines élections présidentielles.



4. DROITS DE L'HOMME

7 projets en total pour un montant de **1.137.997 EUR**, dont 1 projet Réponse COVID 19 pour un montant de **250.000 EUR**.



4.1 Projets clôturés :

- **Réponse covid 19 - MSIS-Tatao**

Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des Fonds publics alloués aux réponses à la pandémie COVID-19 (STEF-Covid).

- **Transparency International Madagascar** - « Tsaboy ny Gasy » :

Garantir la jouissance des droits sociaux et économiques, dont les droits d'accès à la Santé, en luttant contre la corruption sanitaire à Madagascar.

- **Handicap International** - « Humanité & Inclusion » - Appui

au mouvement du handicap pour la promotion et le suivi de l'application de la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées.

- **CEFOR** - Appui à l'exercice du droit à l'intégration économique et sociale

des familles vulnérables de la commune urbaine d'Antananarivo.

- **Cœur et Conscience** - Consolidation du dispositif de prise en charge

alternatif dans le cadre de la protection et de la promotion des Droits des Enfants à Madagascar.

- **ONG Lalana** - Plaidoyer et actions pour une meilleure mobilité des personnes

en situation de handicap.

- **ACDEM** - Promotion de droits humains dans l'amélioration des conditions

carcérales, réinsertion sociale et respect de droits des personnes détenues dans les dix maisons centrales plus défavorisées du Sud.

4.2 Projet en préparation :

- **Transparency International Madagascar** - Malagasy miAdy

Isanandro amin'ny Kolikoly sy ny Amboletra (MAIKA), Les Malgaches engagés contre la corruption et l'injustice.



Réponse covid 19 - MSIS - Tatao

- Intitulé de l'action : **STEF COVID - 19 Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des Fonds publics alloués aux réponses à la pandémie COVID-19**
- Partenaires : **TI-MG, IVORARY, RAVINTSARA, CCOC, HITSY, OIMP, SAHA, TOLOTSOA, ROHY.**
- Lieu d'intervention : **9 régions, dont : Analamanga, Haute Matsiatra, Atsinanana et Diana, Anosy, Menabe, Analananjirifo, Alaotra Mangoro, Boeny**
- Durée de mise en œuvre : **24 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.07.2020**
- Budget total de l'action : **EUR**
- Financement de l'UE : **250.000 EUR**



Débat télévisé organisé par STEF



Agents de suivi issus des OSC locales sur terrain



Échanges auprès des autorités sur STEF

Objectif global :

- Renforcer les OSC pour assurer un suivi efficace de la transparence et de l'effectivité des ressources financières allouées aux plans et actions publiques de réponses à la pandémie COVID-19 afin que ces ressources atteignent leurs bénéficiaires/destinations.

Contexte et Justification :

Madagascar a été touché par la pandémie COVID-19 depuis le début mars 2020, et le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire le 21 mars. Outre les mesures sanitaires, des mesures économiques et sociales d'accompagnement des entreprises et de la population sont prises. En complément de ses ressources propres internes, l'Etat a bénéficié de dons d'entités privées et d'une forte mobilisation des partenaires techniques et financiers. Le Ministère de l'Economie et des Finances a déclaré, le 15 avril 2020, avoir reçu un appui financier de plus de 440 millions d'USD. L'état d'urgence sanitaire, assorti de procédures d'exécution budgétaire exceptionnelles, augmente les risques de corruption, de détournement et d'utilisation inadéquate des fonds.

Principaux résultats :

- La veille informationnelle par STEF a permis de déceler les cas de non-respect de la loi, à l'exemple du non-respect du décret n°2020-725 portant création du fonds de riposte COVID-19. Le projet a décelé et/ou dénoncé des cas de corruption, de non-respect de la loi, le retard de la mise en place du comité de pilotage du PMDU, la non-publication des rapports d'activités et financiers prévue par le décret.
- Le projet a analysé les Lois de Finances Initiales (LFI20, LFR20, LFI21) et les Loi des Finances Rectificatives (LFR21), les documents stratégiques à l'exemple du PMDU, du plan de contingence, dans le but d'analyser les priorités budgétaires. Ces analyses ont permis d'identifier le manque de priorisation des secteurs sociaux (santé, éducation) comparé aux subventions attribuées à la JIRAMA (Jiro sy RAno MALagasy) et autres infrastructures.
- STEF a suivi 34 marchés dont le montant s'élève à 25 228 581 478,00 MGA, 67% du montant total des marchés dans le SIGMP avant Avril 2021. Des anomalies ont été constatées dans chaque étape de passation de marché.
- STEF a aussi effectué des suivi-observations des subventions « dotation CSB » au niveau 553 communes par un suivi téléphonique léger de l'effectivité et sélectionner 100 communes pour une évaluation approfondie de la transparence et de l'utilisation de ces subventions aux CSB, et de l'effectivité des subventions FDL et des subventions fournies aux FEFFI.
- Analyses produits sur la thématique « Cash transfer » au niveau des ménages vulnérables.
- Le réseau MALINA coordonné par TI-MG a pu produire 13 articles d'investigation autour de la gestion de la pandémie de COVID-19 à Madagascar. (www.malina.mg, magazines Trandraka by MALINA n°7 à 9.

Transparency International – Initiative Madagascar - TI-MG

Intitulé de l'action :

« **Tsabo ny Gasy** » : **Garantir la jouissance des droits sociaux et économiques, dont les droits d'accès à la Santé, en luttant contre la corruption sanitaire à Madagascar.**

Lieu d'intervention :

6 régions : **Analamanga, Diana, Haute Matsiatra, Boeny, Atsinanana, Atsimo Andrefana**
Durée de mise en œuvre : **12 mois**

Date de début de mise en œuvre :

01.02.2019
Budget total de l'action : **52.588 EUR**
Financement de l'UE : **49.959 EUR**

Objectif global :

> Garantir la jouissance des droits sociaux et économiques, dont les droits d'accès à la Santé, en luttant contre la corruption sanitaire à Madagascar.

Principales activités :

- > La conduite d'un diagnostic sur les formes de corruption propres au secteur de la santé du pays.
- > Développement d'un outil de mesure, le baromètre B-CORSAN qui relate la perception de la corruption dans le domaine de la santé.
- > Un plaidoyer adressé principalement à l'État (Ministère de la Santé) et aux acteurs publics et privés de la santé afin de faire pression pour qu'ils tiennent leur engagement de garantir « la santé pour tous » à tous les niveaux.

Témoignage :

Le vécu d'une bénévole dans le social dans son fokontany

« En tant qu'agent volontaire pour mon fokontany, j'ai accompagné cette femme atteinte d'un cancer du sein. On s'est adressé à l'urgence de l'HJRA, un médecin nous a demandé d'acheter tout de suite des médicaments suivant une liste et de revenir le lendemain. Le lendemain au rendez-vous, une autre personne était à l'accueil et n'a pas voulu nous prendre en charge nous baladant entre les services pour trouver une solution. La malade, fatiguée et dépitée, a souhaité quitter l'hôpital mais j'ai voulu insister pour chercher le premier médecin que nous avons rencontré. Une fois trouvé, ce premier médecin a tout de suite procédé à un prélèvement à analyser. Toutefois, une fois les résultats obtenus, nous n'avons pas pu retrouver ce médecin bienveillant. Durant nos va-et-vient à l'hôpital, le personnel nous a traités avec condescendance et discrimination. Une semaine après avoir reçu les résultats, notre médecin retrouvé (leur sauveur en quelque sorte), a demandé à ce que la malade soit hospitalisée. Comme nous étions revenues sans l'accompagnement du médecin, nous avons encore attendu deux semaines pendant lesquelles, on nous a demandé plus d'analyses, et un scanner qui ne s'est pas fait parce qu'on ne pouvait pas payer. C'est une évidence : la discrimination existe. Nous sommes allées voir également au niveau du service social de l'hôpital mais l'assistante a rétorqué à la patiente : « Vous êtes encore debout, donc, vous ne pouvez pas bénéficier de notre aide ».

Mme Liva, accompagnatrice et témoin de la quête de soin d'un « cas social » victime de discrimination et de maltraitance ainsi que d'une tentative de surfacturation .

Les succès à retenir:

- > La volonté louable de l'État de promouvoir la santé pour tous est entravée par un manque d'efficacité dans la gestion des ressources disponibles.
- > Des barrières socioculturelles entravent l'accès à la santé, et des barrières financières creusent encore plus les inégalités d'accès aux soins.
- > Les ménages prennent en charge une partie importante des dépenses de santé et les mécanismes de protection sociale et financière ne couvrent qu'une partie infime de la population.
- > La mise en œuvre et l'efficacité de la CSU dépendent d'une solidarité sociale forte, d'un gain en efficacité et donc, de la bonne gouvernance dans la gestion des ressources disponibles.



Collecte de pétitions



Collecte de pétitions



Diffusion du film Tsabo Ny Gasy

Handicap International - « Humanité et Inclusion »

- Intitulé de l'action : **Appui au mouvement du handicap pour la promotion et le suivi de l'application de la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées.**
- Lieu d'intervention : 3 régions : **Analamanga, Atsinanana et Atsimo Andrefana**
- Date de début de mise en œuvre : **01.02.2016**
- Budget total de l'action : **260.886 EUR**
- Durée de mise en œuvre : **30 mois**
- Financement de l'UE : **182.620 EUR**



Objectif global :

- > Contribuer à la promotion des droits humains et à l'égalisation des chances des personnes vulnérables à Madagascar par le renforcement des acteurs de la société civile.

Témoignage

Avec un handicap moteur, Ramarson Patrick, jeune actif engagé pour les Droits des personnes handicapées

Patrick explique que son handicap résulte d'une piqûre de Climax qui lui a été administrée suite à une brûlure de son pied droit dans son enfance. Après ceci, il a le pied droit complètement inapte. Patrick grandit dans une grande famille (12 dans la fratrie), mais s'est toujours senti délaissé, car celle-ci ne savait pas comment agir et réagir face à son handicap. Ce sentiment semble être le précurseur d'un parcours admirable.

« Pour moi, le handicap est un atout, une opportunité. C'est une influence. »

Patrick est le fondateur et Président de l'Association de Personnes Handicapées Intellectuelles et Dynamiques, à l'Université de Tuléar. Cette association devient le Collectif Régional des Organisations de Personnes Handicapées (CROPH) Atsimo Andrefana. Le Collectif compte 130 personnes de 14 associations dans les Districts de Sakaraha, Tuléar I, Tuléar II, Ampanihy et participe pleinement au projet MIRAZO, un projet fédérateur selon Patrick.

« Les micro-projets que nous avons pu mettre en place, grâce à l'appui dans le cadre du projet « MIRAZO » nous a permis désensibiliser la communauté à l'inclusion des personnes handicapées et à mettre en place des activités en faveur de celles-ci. Mais je dirai que tout cela grâce à l'appui financier de l'Union européenne car sans budget aucune action de plaidoyer comme indiqué dans la Convention Relative aux Droits des Personnes Handicapées. »



Patrick Ramarson



Crédit Épargne Formation (CEFOR)

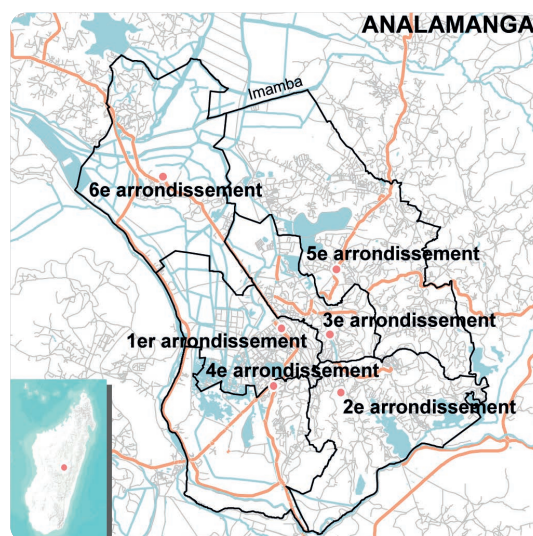
- **Intitulé de l'action :**
Appui à l'exercice du droit à l'intégration économique et sociale des familles vulnérables de la commune urbaine d'Antananarivo.
- **Lieu d'intervention :**
1 région : **Analamanga**
- **Date de début de mise en œuvre :**
01.03.2016
- **Durée de mise en œuvre :**
24 mois
- **Budget total de l'action :**
230.342 EUR
- **Financement de l'UE :**
200.000 EUR

Objectif global :

> Contribuer à la promotion, la défense et l'accès au Droit à l'Intégration Économique et Sociale (DIES) des populations vulnérables d'Antananarivo.

Bénéficiaires finaux :

> Les personnes vulnérables des quartiers pauvres d'Antananarivo sensibilisées au Droit à l'Intégration Économique et Sociale et orientées par la Cellule d'Information et d'Orientation. Les personnes reçues par la CIO seront majoritairement des femmes et bénéficieront des services d'accompagnements économiques et sociaux offerts par CEFOR et Koloaina.



Coeur et Conscience

- **Intitulé de l'action :**
Consolidation du dispositif de prise en charge alternatif dans le cadre de la protection et de la promotion des droits des enfants à Madagascar.
- **Lieu d'intervention :**
1 région : **Diana**
- **Date début mise en œuvre :**
01.04.2016
- **Durée de mise en œuvre :**
24 mois
- **Budget total de l'action :**
100.000 EUR
- **Financement de l'UE :**
76.000 EUR

Objectif global :

> Contribuer au renforcement du système national de protection de l'enfant et l'amélioration des mécanismes de protection à Diégo-Suarez.
> Contribuer à l'amélioration de l'application des droits des enfants à Madagascar.

Bénéficiaires finaux :

> Les enfants mineurs signalés comme étant en danger, victimes de violence et/ou privés de soins parentaux, dans les Districts de Diego I et II ; les familles d'accueil ; la famille d'origine.



Lalana

- Intitulé de l'action : **Plaidoyer et actions pour une meilleure mobilité des personnes en situation de handicap.**
- Lieu d'intervention : 1 région : **Analamanga**
- Durée de mise en œuvre : **24 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.02.2016**
- Budget total de l'action : **199.966 EUR**
- Financement de l'UE : **189.967 EUR**



Objectif global :

- > Contribuer à la promotion de l'intégration sociale et la participation pleine et efficace de tous, sur un pied d'égalité.

Bénéficiaires finaux :

- > Les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les personnes précarisées (femmes enceintes, celles accompagnées par des enfants en bas âge, accidentées), les usagers du système de transport habitant dans la Commune Urbaine d'Antananarivo et les communes environnantes.

ACDEM

- Intitulé de l'action : **Promotion de droits humains dans l'amélioration des conditions carcérales, réinsertion sociale et respect de droits des personnes détenues dans les dix maisons centrales plus défavorisées du Sud.**
- Lieu d'intervention : 6 régions : **Anosy, Atsimo Andrefana, Haute Matsiatra, Ihorombe, Amoron'Imania et Menabe**
- Durée de mise en œuvre : **24 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.02.2016**
- Budget total de l'action : **199.422 EUR**
- Financement de l'UE : **189.451 EUR**



ACDEM : Association Chrétienne pour le Développement et l'Action environnementale de Madagascar

Objectif global :

- > Contribuer à la consolidation de la bonne gouvernance et de l'État de droit à Madagascar.

Bénéficiaires finaux :

- > Les 342 000 habitants issus des 6 régions d'intervention : Anosy, Atsimo Andrefana, Haute Matsiatra, Ihorombe, Amoron'i Mania et Menabe ; 305 personnels des Établissements Pénitentiaires des zones d'intervention ; et les familles des personnes détenues.



Projet en préparation

Transparency International – Initiative Madagascar - TI-MG

Intitulé de l'action :

Malagasy miAdy Isanandro amin'ny Kolikoly sy ny Amboletra (MAIKA)

Les Malgaches engagés contre la corruption et l'injustice.

Lieu d'intervention :

7 régions : Atsinanana, Analamanga, Boeny, Atsimo Andrefana, Diana, Haute Matsiatra, Anosy

Durée de mise en œuvre : 30 mois

Date de début de mise en œuvre :

Reste à définir

Objectif global :

> Lutter contre la corruption dans les secteurs Santé, Éducation et Justice pour une meilleure réalisation des droits humains à Madagascar.

Principales activités :

- > Contribuer à l'assainissement du système de santé malgache pour un accès aux soins transparent et équitable pour tous;
- > Promouvoir un cadre universitaire exempt de toute forme de corruption pour contribuer à la protection effective des droits des étudiants/professeurs.
- > Contribuer à une meilleure réalisation des droits humains en luttant contre la corruption en milieu carcéral à Madagascar
- > Renforcer la pratique du journalisme d'investigation anti-corruption à travers le réseau MALINA privés de la santé afin de faire pression pour qu'ils tiennent leur engagement de garantir « la santé pour tous » à tous les niveaux.

Contexte :

> Sur l'échelle de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency International, Madagascar semble avoir évolué car son score est passé de 24/100 en 2019, à 25 en 2020 puis à 26 en 2021. Cependant, cette évolution purement arithmétique est simplement due aux légères fluctuations des indices qui composent l'IPC et ne traduit pas fidèlement les réalités malgaches. Transparency International – Initiative Madagascar (TI-MG) constate à travers ses projets sectoriels et les doléances reçues au niveau de ses Centres d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne (CAJACs) la persistance voire une recrudescence de la corruption qui devient un véritable frein au développement. Malgré une volonté politique affichée, instaurant la lutte contre la corruption comme une priorité nationale, une certaine inertie, voire une régression, est constatée : les pouvoirs et les budgets des institutions de lutte contre la corruption (CSI, BIANCO, SAMIFIN, PAC, et potentiellement, l'ARAI) sont régulièrement fragilisés, l'impunité des personnalités politiques soupçonnées de corruption est patente, et la banalisation de la corruption, devenue un modus operandi « normal » dans la majorité des secteurs d'activités, est un fait. Les restrictions des libertés fondamentales occasionnées par la pandémie de covid-19 compliquent la donne. Les lanceurs d'alerte – surtout anti-corruption – sont régulièrement harcelés et poursuivis en justice.

> Le projet MAIKA a pour objectif principal est de « Lutter contre la corruption dans les secteurs Santé, Education et Justice pour une meilleure réalisation des droits humains à Madagascar. » Ces trois secteurs ont été choisis car ils représentent les besoins fondamentaux de tout citoyen et sont pourtant entravés par une corruption galopante.

> Le projet MAIKA cherche également à induire un changement de comportement et à réduire la prévalence de la corruption dans les secteurs d'intervention à travers la recherche-action et la production de données fiables servant à étayer les actions de plaidoyer, l'interaction continue avec les acteurs concernés et une promotion de la culture de dénonciation. Les diagnostics sectoriels de la corruption et les produits correspondants (rapports, outils de communication, etc.) permettront d'accroître la connaissance du phénomène et de quantifier sa prévalence et généreront une prise de conscience auprès des acteurs. Les baromètres sectoriels donneront une image de l'évolution de la corruption dans les secteurs étudiés et permettront d'identifier les points d'intervention prioritaires.



5. ÉGALITÉ HOMMES - FEMMES

10 projets en total pour un montant de **2.465.600 EUR**.



5.1 Projets en cours :

- **SOS villages d'enfants Madagascar** - Contribution de SOS Villages d'Enfants Madagascar dans le renforcement de la protection des droits de la femme et de l'enfant et accompagnement de jeunes, des membres de groupements locaux existants pour une croissance économique progressive dans 3 districts ; Tuléar, Betioky et Ampanihy, de la région Atsimo Andrefana de Madagascar.
- **ECPAT France - MIRALENTA** - « Mobiliser, Impliquer, Renforcer les Acteurs Locaux dont les Enfants à devenir des militants et des Ambassadeurs ».
- **C-for-C** - Renforcement de l'engagement des hommes, dans la lutte contre les violences basées sur le genre dans les Régions Analamanga et Menabe.



5.2 Projets clôturés :

- **VOZAMA** - Réduction des vulnérabilités par l'émancipation sociale et économique des femmes et de leurs enfants en milieu rural enclavé.
- **SAHA** - Promotion des droits de la femme dans la mise en oeuvre de la réforme foncière dans la Région Itasy.
- **C-for-C** - Lutte contre l'impunité et implication des hommes dans la lutte contre la violence envers les femmes.
- **SOS villages d'enfants Madagascar** - Renforcement de la société civile et défense des droits des enfants et de la femme dans 6 districts du sud de Madagascar.
- **FI.FA.HO** - Implication des leaders traditionnels et des OSC dans la protection des droits fondamentaux des adolescentes.
- **FIANTSO** - Ensemble pour l'épanouissement des femmes rurales
- **Grandir Dignement** - Respect des droits humains inhérents aux femmes et enfants en conflit avec la loi.



SOS Villages d'Enfants

Intitulé de l'action :

Renforcement de la protection des droits de la femme et de l'enfant et accompagnement de jeunes, des membres de groupements locaux existants pour une croissance économique.

Lieu d'intervention :

1 région : **Atsimo Andrefana**

Durée de mise en œuvre :

60 mois

Date de début de mise en œuvre :

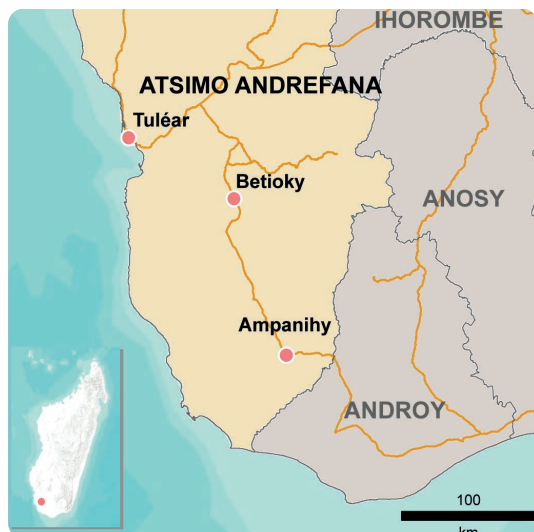
01.02.2019

Budget total de l'action :

550.000 EUR

Financement de l'UE :

522.500 EUR



Objectif global :

> Renforcer la protection des droits de la femme et de l'enfant et accompagner les jeunes, les membres de groupements locaux au développement d'activités socio-économiques pérennes dans les trois districts de la région Atsimo Andrefana (Tuléar, Betioky et Ampanihy).

Bénéficiaires finaux :

> Les 15 300 habitants issus de 3100 familles réparties sur 10 fokontany des trois districts d'implantation du projet améliorent leur accès aux services sociaux de base à la protection sociale, et au développement socio-économique.

Contexte :

> L'action contribuera au renforcement de la protection des droits de la femme et de l'enfant, et l'accompagnement de jeunes et des membres de groupements de femmes et des organisations paysannes existants pour une croissance économique progressive dans 3 districts d'intervention de SOS Villages d'Enfants dans la région Atsimo Andrefana. Elle s'inscrit dans le prolongement du précédent projet mis en œuvre avec l'appui de l'Union européenne (2016-2018), portant sur le renforcement de la société civile pour promouvoir et défendre les droits de la femme et de l'enfant dans six districts du sud de Madagascar (Ambovombe, Tsihombe, Beloha, Ampanihy, Bekily et Betioky.)

Les succès à retenir:

Les activités génératrices de revenus (AGR) des 30 jeunes et de 300 membres de groupements des femmes et des organisations paysannes

TEARAZA, mère célibataire âgée de 22 ans, est une « jeune leader » qui habite à Anarabe Betioky et qui a choisi la filière élevage comme activité lui assurant une source de revenus. Elle demeurait encore chez ses parents avant l'appui du Projet cofinancé par l'Union européenne et dépendait financièrement de ces derniers pour satisfaire ses besoins. Dans la société Mahafale, l'élevage des ruminants était avant tout destiné aux hommes, et les femmes ne pratiquaient que l'élevage de volailles. Grâce à l'intervention du projet PUE, visant notamment l'égalité du genre à travers différentes activités de sensibilisation et la mise en place de conventions communautaires, on constate peu à peu un changement de pratiques et de comportements avec des femmes qui ont accès à diverses AGR, y compris l'élevage des ruminants. En 2020, TEARAZA a reçu quinze (15) têtes de chèvres grâce à l'appui du projet. Elle a également pu suivre diverses formations en matière d'élevage semi-intensif amélioré, de culture entrepreneuriale, de gestion simplifiée ou encore de technique de dialogue communautaire. Elle bénéficie aussi d'un encadrement technique et d'un suivi régulier des membres de l'équipe de SOS Villages d'Enfants.

Grâce à la vente de quatre de ses chèvres, elle a réussi à faire d'une pierre deux coups en investissant l'argent obtenu dans la mise en place d'une autre AGR (revente de poissons d'eau douce) et dans les frais de traitement et de gardiennage de ses bêtes. Aujourd'hui, TEARAZA a une trentaine (30) de têtes de chèvres et un revenu mensuel de cent soixante mille Ariary (160 000 Ar) grâce à la revente de poissons. Elle est devenue autonome financièrement, n'habite plus chez ses parents et peut désormais contribuer aux frais de scolarité de ses cadets ainsi qu'aux obligations sociales au sein sa communauté.



ECPAT FRANCE

Intitulé de l'action :

MIRALENTA - « Mobiliser, Impliquer, Renforcer les Acteurs Locaux dont les Enfants à devenir des militants et des Ambassadeurs ».

Lieu d'intervention :

7 régions : **Analamanga, Vakinankaratra, Boeny, Anosy, Menabe, Atsinanana, Atsimo Andrefana**

Durée de mise en œuvre : **42 mois**

Date de début de mise en œuvre :

01.02.2019

Budget total de l'action : **439.521 EUR**

Financement de l'UE : **373.593 EUR (85 %)**

Objectif global :

> Renforcer les Organisations de la Société Civile (OSC) pour qu'elles interpellent les instances étatiques sur la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Bénéficiaires finaux :

> Tous les jeunes exposés à la violence basée sur le genre à Madagascar dont 920 jeunes de 23 clubs dans les collèges, lycées et quartiers vulnérables et 1200 enfants membres d'associations des quartiers vulnérables, 20 associations communautaires de base et 310 membres communautaires actifs.

Témoignage :



« Suite à la signature du protocole d'accord entre ECPAT France et le Ministère de l'Éducation Nationale relatif à la promotion des droits de l'enfant et à la lutte contre toutes de violence ou d'exploitation sexuelle des enfants et des jeunes en milieu scolaire, des ateliers d'information-formation ont été réalisés avec ECPAT France. Le projet MIRALENTA nous a permis d'acquérir de nouvelles connaissances, ainsi que de nouvelles compétences, notamment sur les différentes formes de violences, ses manifestations, ce qu'il faut faire pour prévenir et se protéger de la violence, sur les conduites à tenir en cas des violences notamment le signalement.

Pour le service « santé des jeunes » que je dirige, la collaboration dans ce projet nous a permis d'améliorer nos capacités en termes de transmission des connaissances auprès des élèves, de renforcer nos acquis et nos compétences en organisation et en coordination des activités des sensibilisations sur la protection et la lutte contre la violence au sein des écoles et dans les réseaux sociaux. Le projet est également une opportunité pour nous d'atteindre un de nos objectifs: sensibiliser sur la prévention et la lutte contre les abus sexuels au niveau des écoles, et promouvoir les droits à l'égalité."

MAMIHARIVELLO Sylvia, Chef de Service de la Santé des Jeunes- Direction de l'Enseignement Secondaire- Ministère de l'Éducation Nationale- Antananarivo.

Témoignage :



« Le projet MIRALENTA a tout de suite eu des impacts sur ma vie. Maintenant, dès que je vois des choses intolérables, j'ose en parler. En guise d'exemple, j'ai réagi face à un cas qui s'est passé dans la communauté dont une jeune fille était victime d'un attouchement sexuel. J'ai discuté avec eux pour les sensibiliser et leur dire que ce n'est pas bien ce qu'ils font. J'ai également sensibilisé des amis pour les convaincre de ne pas adopter ces attitudes. J'ai pu également parler à la jeune fille victime pour lui expliquer qu'elle ne doit pas être dominée et elle a le droit de dire non.

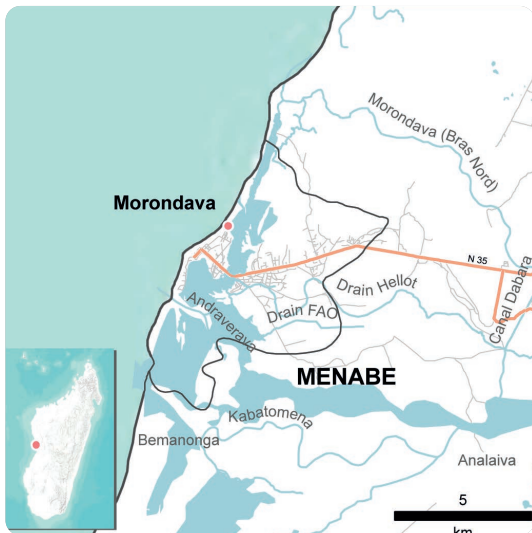
J'ai aussi changé mon attitude, j'étais un peu brutal, surtout envers ma cousine, que je considère comme ma sœur. Je faisais ce qui me plaît à la maison, mais maintenant, je suis tolérant et respectueux envers les femmes, et j'ose intervenir pour rectifier les injustices »

ETEIRA, Enfant délégué à Antananarivo, membre du club.



Capacity building for Communities : C-for-C

- Intitulé de l'action : **Renforcement de l'engagement des hommes, dans la lutte contre les violences basées sur le genre dans les Régions Analamanga et Menabe.**
- Lieu d'intervention : 2 régions : **Analamanga et Menabe**
- Date de début de mise en œuvre : **01.02.2019**
- Budget total de l'action : **489.279 EUR**
- Durée de mise en œuvre : **60 mois**
- Financement de l'UE : **457.815 EUR**



Objectif global :

- > Soutenir la réalisation de l'ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles tout en contribuant à la réduction du taux de violences, dans toutes ses formes, faites aux femmes et aux filles à Madagascar.
- > Contribuer à la réalisation de la Stratégie Nationale de Lutte contre les violences basées sur le Genre, élaborée par le Ministère de la Population, de la protection sociale et de la promotion féminine, misant principalement sur la sensibilisation des hommes sur la notion Genre et la prise en charge des hommes auteurs de violence.

Bénéficiaires finaux :

- > Les femmes et les enfants membres de la famille des hommes sensibilisés, les femmes et les enfants bénéficiant des résultats des sensibilisations des médias ainsi que la population féminine libérée des violences basées sur le Genre.



Contexte :

- > Le présent projet entre dans le cadre d'une lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Ce projet est la deuxième phase de SAHALA : « implication des hommes dans des luttes contre les violences faites aux femmes dans le foyer », cofinancé par l'Union européenne, selon lequel les hommes ont été conscientisés à assumer leur responsabilité dans l'instauration de la paix, à commencer par celle au sein de leur foyer tout en réparant l'inégalité dans le rapport homme-femme, établi suivant une norme sociétale liée au Genre et qui a engendré des écarts dans le lien devant être instauré dans la vie familiale.



Témoignage :

Le « Resa-dehilahy », sensibilisation menée par le projet SAHALA auprès de Fokontany, a vraiment changé la vie au sein de mon foyer. Dans la région de Menabe, les hommes ne participent pas aux corvées à la maison, c'est destiné aux femmes. Après les séances de sensibilisation données par SAHALA j'aide beaucoup ma femme pour les tâches ménagères et je participe également dans l'éducation nos enfants. Il y a certains voisins qui rient de moi ou font des remarques pas très gentilles, juste parce que j'ai décidé de participer aux tâches domestiques avec ma femme, mais cela ne me dérange pas, car je sais que c'est mon devoir. Mise à part cela, j'ai pu constater aussi que c'est devenu facile pour moi de communiquer avec ma femme et mes enfants et je me sens de plus en plus proche d'eux.

Je tiens donc à remercier le projet Sahala d'avoir donné l'opportunité aux hommes de s'exprimer. Cela nous a permis de voir que nous sommes des acteurs majeurs dans la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que dans la lutte contre la violence faite aux femmes.

Pour finir, je tiens à adresser un petit message aux hommes : « Participez aux tâches ménagères, aidez vos femmes, ne la laissez pas s'occuper seule de votre foyer. »

RANDRIANIRINA Hery: Fokontany Morarano, District Anjozorobe



Vonjeo ny Zaza Malagasy : VOZAMA

- Intitulé de l'action : **Réduction des vulnérabilités par l'émancipation sociale et économique des femmes et de leurs enfants en milieu rural enclavé.**
- Lieu d'intervention : 1 région : **Haute Matsiatra**
- Durée de mise en œuvre : **36 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.04.2016**
- Budget total de l'action : **112.700 EUR**
- Financement de l'UE : **100.064 EUR (93 %)**

Objectif global :

- > Réduire les vulnérabilités par l'émancipation sociale et économique des femmes et de leurs enfants en milieu rural enclavé.

Témoignages :



« Je veux prendre ma vie en mains.

J'ai 28 ans, je suis mariée avec deux enfants, âgés de 6 ans et 1 an et demi. Jean Romuald, mon mari, a 31 ans. Nous sommes tous les deux cultivateurs et habitons dans un petit village, Mitongoa. Depuis 2016, j'ai intégré le Groupement des femmes dans mon village. J'y ai suivi depuis les formations régulières menées par des animateurs Vozama.

Jusque-là paysanne attachée au soin de ma famille, je suis devenue bien plus que cela : une femme autonome, cultivée et responsable. Mariée à 18 ans, j'ai arrêté mes études en classe de troisième. Femme au foyer depuis mon mariage, je dépendais entièrement de mon mari, seul à apporter de l'argent et de la nourriture au foyer. Voilà pourquoi j'ai adhéré à un groupement des femmes. Depuis, je suis régulièrement informée sur l'hygiène et la santé, la gestion du foyer, les droits des femmes, l'égalité homme-femme, l'agriculture et l'élevage, la nutrition, le planning familial etc.

Alors j'ai décidé de prendre ma vie en mains : Vozama m'a fourni au total 12 kilos de semences de haricots. J'ai gagné pas mal d'argent à la récolte et j'ai ainsi pu renforcer mon élevage de canards. Au départ, mon mari ne voyait pas d'un bon oeil que je sorte de chez nous pour aller en formation ou encore prendre part aux événements organisés par le groupement au village. Mais au fil du temps, il s'est réjoui de mon évolution : « Je suis heureux de tout ce que tu fais pour notre famille, te voilà plus active et grâce à toi il y a plus d'argent à la maison. La formation t'a bien changée ! » dit-il.

J'ai réalisé à quel point les femmes voulaient changer. »

Mme Tsilavina Rasoavolonirina.



« Cela fait maintenant deux ans que je travaille avec le projet sur l'émancipation sociale et économique des femmes. Je me rappelle très bien le début de ce projet, après la sensibilisation faite par les animateurs de Vozama, des centaines de femmes dans mon fokontany se sont inscrites afin d'intégrer les groupements de femmes. Deux ans plus tard, j'ai constaté pas mal de changement dans le fokontany, notamment la participation active des groupements de femmes dans la vie locale : participation à des foires, défilé, organisation de nettoyage des villages... J'ai réalisé à quel point les femmes voulaient changer leurs conditions de vie malgré les nombreuses contraintes existantes en milieu rural. »

M. Ramananadraibe Paul, chef Fokontany d'Ampitambe.



Groupement des femmes



Soa Afafy Hampahomby Ny Ho Avy ONG : SAHA

Intitulé de l'action :

Promotion des droits de la femme dans la mise en œuvre de la réforme foncière dans la Région Itasy.

Lieu d'intervention :

1 région : **Itasy**

Durée de mise en œuvre :

30 mois

Date de début de mise en œuvre :

01.04.2016

Budget total de l'action :

200.000 EUR

Financement de l'UE :

188.461 EUR



Objectif global :

» Contribuer à réduire les pratiques et les stéréotypes culturels discriminatoires à l'égard des femmes dans la gestion du foncier et à promouvoir une gouvernance foncière transparente et équitable.

Témoignages :

« La sensibilisation a été un succès. J'ai été étonné de remarquer que les femmes ayant déposé des demandes de certificat foncier sont passées de 3 % en 2016 à 45 % à l'issue du projet. »

Mr RABESAHALASOA Théophile, Maire de la Commune de Soamahamaina.

« La demande de certificat foncier effectuée par les femmes et leurs maris a actuellement dépassé 50 % en cette période d'opération certificat foncier réalisée par la commune grâce à la sensibilisation effectuée par les associations de femmes au niveau des fokontany en compagnie des chefs fokontany respectifs, par des groupes artistiques et des émissions radiophoniques. »

Mr RAKOTONDRAFARA Marcellin, SG de la Commune de l'imerintsiatosika.

« Mon mari m'a laissé souscrire la terre que nous avons acquise ensemble pour éviter les futurs conflits relatifs au foncier au niveau de la famille. Due aux formations à travers de l'espace d'échange, nous sommes devenus des producteurs de lombrics compost. »

Mme Razanakolona Émilienne, éducatrice paire Antoby Est.



Animation et chants sur droits fonciers et genre



Espace d'échange commune Antoby'Est



Éducatrice pair Arivonimamo

Le projet a permis à renforcer l'engagement des femmes pour la jouissance de leurs Droits fonciers et pour la gestion des terres au niveau familial et communal. Il a contribué également à réduire le stéréotype qui défavorise l'accès des femmes à la terre et à l'héritage dans les zones d'intervention. L'acquisition des femmes à la terre, le renforcement de leur capacité en cascade en Droits de l'Homme, en citoyenneté et genre, en esprit entrepreneurial à travers des espaces d'échange, la mise en place des centres d'écoute et conseil juridique (CECJ) et de la Plateforme Régionale contribue à la réduction de leur vulnérabilité, voire de la réduction des violences à leur égard.

L'accompagnement des communes dans l'élaboration et la réalisation de stratégie communale sur la gestion foncière et genre a facilité la mise en interaction des associations de femmes avec les responsables de la Commune et des fokontany.

Capacity building for Communities : C-for-C

- Intitulé de l'action : **Lutte contre l'impunité et implication des hommes dans la lutte contre la violence envers les femmes.**
- Lieu d'intervention : 1 région : **Analamanga**
- Durée de mise en œuvre : **24 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.04.2016**
- Budget total de l'action : **194.769 EUR**
- Financement de l'UE : **185.032 EUR**

Objectif global :

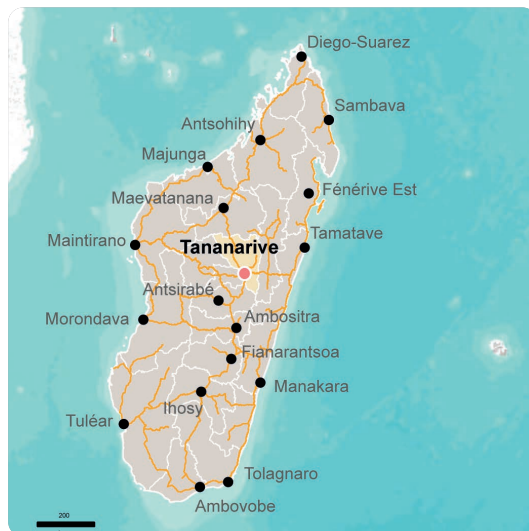
- > Contribuer aux luttes pour la protection et la promotion des droits de la femme, selon les recommandations du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Principales activités :

- > Sensibilisation du grand public aux phénomènes de violences basées sur le genre à Madagascar
- > Prise en charge des auteurs de violence
- > Renforcement de capacité des Fokontany et cellules d'écoute
- > Education des jeunes hommes et des garçons

Le projet se focalise sur la mise en place d'un dispositif de suivi et d'accompagnement des hommes auteurs de violence auprès des organismes accompagnateurs, avec notamment le soutien aux auteurs de violence dans leurs initiatives de changement, la facilitation de leur réinsertion sociale, la réduction des risques de récidive et l'incitation des cellules d'écoute à intervenir au niveau des deux côtés; à la fois sur les femmes victimes de violence et les auteurs de violence pour plus d'efficacité dans les accompagnements.

Jusqu'à présent au moins 50% des femmes victimes, sensibilisées, ont dénoncé leur cas, soit auprès des cellules d'écoute, soit auprès des instances judiciaires compétentes et elles sont accompagnées dans leur parcours en même temps que les hommes. L'action travaille également sur un programme d'éducation à la citoyenneté et à la masculinité positive dans les différents niveaux d'études : primaire, secondaire et lycée.



SOS Villages d'Enfants Madagascar

Intitulé de l'action :

Renforcement de la société civile et défense des droits des enfants et de la femme dans 6 districts du sud de Madagascar.

Lieu d'intervention :

2 régions : **Sud-Ouest et Androy**

Durée de mise en œuvre : **24 mois**

Date de début de mise en œuvre :

04.01.2016

Financement de l'UE :

180.626 EUR



Objectif global :

> Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des enfants et femmes en situation de vulnérabilité ainsi qu'à un développement humain et socio-économique de type communautaire.

Témoignage

Planification familiale

Satasoa, une habituée du centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) de SOS Villages d'Enfants à Sakamasy, Tsihombe, est venue à son rendez-vous trimestriel d'injection de « Confiance ». Elle a su convaincre ses deux voisines de l'accompagner au centre de PMI pour se renseigner davantage sur le service de planning familial disponible. Satisfaite du résultat, je mène une vie de famille plus épanouie », confia Satasoa. Après l'entretien avec la sage-femme, ses deux voisines se sont plutôt intéressées aux méthodes contraceptives de longue durée... À travers le partenariat avec l'Union européenne, SOS Villages d'Enfants Madagascar s'investit davantage dans l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux familles, en assurant des séances d'accompagnement et de suivis réguliers des femmes en âge de procréer. La sage-femme est sous la supervision d'un médecin de SOS Villages d'enfants, et en collaboration étroite avec les médecins des centres de santé du district de Tsihombe.

« Cela fait maintenant 6 ans que j'utilise cette méthode contraceptive et j'ai pu espacer la naissance de mes deux derniers enfants de cinq ans ».



Témoignage

Vaccination et soins post-nataux

Cette matinée 3 novembre 2017 au centre de Protection Maternelle et Infantile de SOS Villages d'Enfants à Sakamasy, Tsihombe, un couple de paysans est venu pour faire vacciner leur nouveau-né de 2 mois contre la DTCOQ-POLIO.

« Je viens souvent au centre pour réaliser des soins post-nataux. Je suis rassurée, car mon fils se porte bien et a une croissance normale ».

Elle fait partie de ces ménages bénéficiaires du projet financé par l'Union européenne par lequel ils sont sensibilisés à mettre en place une épargne destinée à couvrir les frais et les charges liés à l'accouchement : soins, langes, médicaments, prestations de la sage-femme.



Fikambanana Fampandrosoana An' Ihorombe : FI.FA.HO

- Intitulé de l'action : **Implication des leaders traditionnels et des OSC dans la protection des droits fondamentaux des adolescentes.**
- Lieu d'intervention : 1 région : **Ihorombe**
- Durée de mise en œuvre : **24 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.04.2016**
- Budget total de l'action : **106.852 EUR**
- Financement de l'UE : **101.509 EUR**

Objectif global :

> Promouvoir le droit fondamental des adolescentes de 10 à 17 ans d'Ihorombe d'ici 2018.

Bénéficiaires finaux :

> Les 65 760 ménages soit 295 920 personnes dans la région d'Ihorombe.



Fiantso Madagascar

- Intitulé de l'action : **Ensemble pour l'épanouissement des femmes rurales.**
- Lieu d'intervention : 2 régions : **Atsimon Antsinana, Atsimo Andrefana**
- Durée de mise en œuvre : **28 mois**
- Date de début de mise en œuvre : **01.03.2016**
- Budget total de l'action : **200.000 EUR**
- Financement de l'UE : **171.000 EUR**

Objectif global :

> Contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'état de droits ainsi qu'au respect des droits humains et des libertés fondamentales à Madagascar.

> Contribuer à l'élimination des discriminations à l'égard des femmes à Madagascar.

Bénéficiaires finaux :

> La population des 4 communes rurales d'Ambila, Ivato, Soamanova, et de Sakaraha.



Grandir Dignement

- Intitulé de l'action :
Respect des droits humains inhérents aux femmes et enfants en conflit avec la loi.
- Lieu d'intervention :
2 régions : **Analamanga et Diana**
- Durée de mise en œuvre :
24 mois
- Date de début de mise en œuvre :
11.12.2015
- Budget total de l'action :
265.891 EUR
- Financement de l'UE :
185.000 EUR



Objectif global :

- > Contribuer au respect des droits humains à Madagascar.
- > Promouvoir l'État de Droit.
- > Renforcer le rôle des entités de défense des droits de l'homme à Madagascar.

Bénéficiaires finaux :

- > Les Mineurs et femmes en conflit avec la loi.

IN MEMORIAM



Ce travail est dédié à notre cher collègue Michel Laloge, disparu trop tôt, qui aura été Chef de coopération de la Délégation de l'UE à Madagascar de septembre 2021 à mars 2022.

Michel était profondément attaché au rôle essentiel de la Société civile dans la construction de sociétés plus justes et plus démocratiques.

Le 10 décembre 2021, il avait prononcé ces mots :

« A l'occasion de cette journée internationale des Droits de l'Homme et entouré de vous tous, représentants de la Société civile, je voudrais faire une mention spéciale aux défenseurs des Droits humains et des lanceurs d'alerte malagasy. Car ils portent la voix des plus démunis, dénoncent les injustices et construisent, parfois à leurs risques et périls, une société meilleure pour toutes et tous ».

Mention légale :

Ce document a été élaboré avec le financement de l'Union européenne. Le contenu de la publication et les témoignages relèvent de la seule responsabilité de ses auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

Crédits :

© AIM, © Andranonohoatra, © Arcancia-Louvain Coopération, © ASMAE, © Ecpat, © GESCOD, © H. Elabida-Arko, © Hoana Soa, © INTERAIDE, © Lalana, © MDM, © Nouvelle Aquitaine, © Ravintsara, © Réseau Soa, © RTM, © SarK- CforC, © Sensi-AFAFI, © SOS villages 2016, © Taratra-Vozama, © VESOS, © Vestorel-Louvain Coopération, © WATER AID, © ACF.

© Cartographie : TerraData - www.terradata.solutions - ARKO.

© Conception graphique : S. LABAUTE - 37FR.COM.

Édité par la Délégation de l'Union européenne à Madagascar.

Tour Zital 9ème Etage - Ankorondrano
BP 746 Antananarivo (101)
Madagascar

© Juin 2022 - Tous droits réservés.



Union européenne



**La Société Civile
Malagasy**



Union européenne